

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session
Rome, 1^{er}- 2 décembre 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

POUR LE

PROGRAMME D'APPUI AUX SERVICES AGRICOLES

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Les enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. La stratégie de collaboration du FIDA avec la Tanzanie	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	5
A. La zone du programme et le groupe cible	5
B. Les objectifs et le champ d'action	6
C. Les composantes	6
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	 17

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN TANZANIA (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN TANZANIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. ORGANIGRAMMES (ORGANIGRAMMES)	11
V. POVERTY ERADICATION ACTIVITIES OF OTHER MAJOR DONORS (LES ACTIVITÉS DES AUTRES PRINCIPAUX DONATEURS TENDANT À ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Shilling tanzanien (TZS)
1,00 USD	=	1 105 TZS
1,00 TZS	=	0,0009 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
DCI	<i>Development Cooperation Ireland</i>
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
MARNEC	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'environnement et des coopératives
ONG	Organisation non gouvernementale
PASA	Programme d'appui aux services agricoles
PDSA	Programme de développement du secteur agricole
SDR	Stratégie de développement rural
SDSA	Stratégie de développement du secteur agricole
S&E	Suivi et évaluation
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
VIH/sida	Virus d'immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Année budgétaire

1^{er} juillet – 30 juin

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

PROGRAMME D'APPUI AUX SERVICES AGRICOLES

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République-Unie de Tanzanie
ORGANISMES D'EXÉCUTION:	Les quatre ministères en charge du secteur agricole
COÛT TOTAL DU PROJET:	221,2 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	17,05 millions de DTS (équivalent approximativement à 25,0 millions de USD), dont 13,9 millions de DTS (équivalent approximativement à 20,4 millions de USD) pour le sous-programme partie continentale, et 3,15 millions de DTS (équivalent approximativement à 4,6 millions de USD) pour le sous-programme Zanzibar
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	Particulièrement favorables
COFINANCEURS:	Banque mondiale, donateurs bilatéraux
MONTANT DU COFINANCEMENT:	Partenaires de développement: 72,7 millions
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Mise en commun des fonds (<i>basket funding</i>)
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	117,3 millions de USD (partie continentale) 1,3 million de USD (Zanzibar)
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	4,8 millions de USD (partie continentale) 42 000 USD (Zanzibar)
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Le programme: S'appuyant sur 10 ans d'expérience de la nature et de l'ampleur des difficultés techniques, organisationnelles et financières auxquelles sont confrontés les agriculteurs pauvres en République-Unie de Tanzanie, le programme soutiendra la vision et la stratégie du pays qui consistent à axer la vulgarisation sur les besoins des pauvres, conformément aux objectifs que définissent le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le cadre d'une approche sectorielle utilisant un mécanisme de mise en commun des fonds, le programme s'emploiera à restructurer et à réorganiser le système actuel de vulgarisation et de recherche suivant une approche décentralisée axée sur les marchés. Cette démarche accordera aux bénéficiaires un droit de regard plus important sur les orientations, les priorités et les ressources financières, ce qui permettra aux agriculteurs et à leurs organisations d'obtenir à un prix raisonnable les services proposés par différents prestataires.

Qui sont les bénéficiaires? Trois groupes de bénéficiaires ont été identifiés: quelque 480 000 agriculteurs bénéficieront d'un renforcement de leur pouvoir d'action et de meilleurs services dans les 42 districts retenus pour une mise en œuvre accélérée; 317 000 agriculteurs des 78 autres districts bénéficieront d'un renforcement de leur pouvoir d'action dans le cadre de programmes complémentaires; et 734 000 agriculteurs bénéficieront des retombées des investissements réalisés en faveur d'une recherche agronomique soucieuse des utilisateurs au titre des fonds régionaux pour la recherche et le développement agricoles. Tous modes d'appui confondus, 1,53 million de paysans, soit 575 000 ménages, ce qui correspond à environ 10% de la population paysanne du pays, devraient bénéficier directement du programme réalisé dans la partie continentale. À Zanzibar, 48 000 petits agriculteurs et pêcheurs bénéficieront du programme, et la priorité sera accordée aux femmes et aux groupes marginalisés.

Pourquoi sont-ils pauvres? Parmi les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs, particulièrement les pauvres, on peut citer: leur faible productivité, qui s'explique par le recours à un mode de production essentiellement manuel, et le coût de transaction élevé de l'accès aux moyens de production et aux différents services d'appui; les orientations, la réglementation et la législation du secteur agricole qui, en dépit d'une nette libéralisation, rendent encore difficile l'accès des pauvres à la technologie, aux financements, aux marchés et aux ressources naturelles; les organisations agricoles et les institutions du secteur privé et du secteur public qui n'ont pas tendance à favoriser les petits agriculteurs, notamment les femmes, ce qui explique les difficultés qu'éprouve cette population à faire connaître ses préférences, à faire entendre sa voix, et à être prise en considération dans l'élaboration des plans de développement des villages ou des districts; et enfin la coordination, les liens et la complémentarité insuffisants entre la recherche et la vulgarisation, notamment les capacités limitées en matière de services agricoles, font qu'il est extrêmement difficile de proposer à un coût raisonnable des services efficaces et fiables répondant aux besoins et priorités spécifiques des petits agriculteurs et des femmes, ce qui leur permettraient d'accroître leur production au sein des différentes zones agroécologiques.

Comment le groupe cible tirera-t-il avantage du programme? Le programme contribuera à l'introduction d'approches institutionnelles diversifiées permettant de définir la demande de services de vulgarisation, de recherche et d'information axés sur les besoins des pauvres, et de mettre en place ces services en veillant à leur qualité, en resserrant les partenariats entre les agriculteurs et les services privés et publics, et en décentralisant les dispositifs de planification et d'exécution du programme, afin de les mettre entre les mains des utilisateurs. Pour réaliser tous ces objectifs, le programme s'emploiera à: a) renforcer le pouvoir d'action des agriculteurs et de leurs organisations en leur apportant les connaissances, les informations, les techniques, les financements et le renforcement structurel qui leur permettront d'améliorer leur propre sort; b) améliorer les services fournis,

moyennant la réforme et la rationalisation des services publics et privés à l'agriculture, un appui aux prestataires, le renforcement des capacités et la formation, mais aussi en permettant aux utilisateurs d'exercer un droit de regard plus important sur la répartition et la gestion des ressources de ce secteur; et c) mettre en place des mécanismes permettant d'assurer la coordination, le contrôle de qualité et le suivi et l'évaluation participatifs, ainsi que la mesure de l'impact à différents niveaux, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacé du programme.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au programme? Trois approches institutionnelles complémentaires seront utilisées pour assurer la participation effective des bénéficiaires au programme, à savoir: a) favoriser la création, le renforcement et le développement d'organisations et de groupes de paysans à l'échelon local (stages de formation agricole, par exemple) ainsi que de réseaux comme les forums d'agriculteurs, afin que ceux-ci puissent s'approprier, faire fonctionner et diriger le processus, notamment s'agissant du choix des priorités de la politique agricole et de l'affectation des ressources financières; b) mettre en place des dispositifs propres à assurer une représentation équilibrée des agriculteurs et de leurs organisations au sein des différentes commissions des collectivités locales et du gouvernement central responsables des orientations, de la réglementation, de la législation et des investissements; et c) renforcer les liens entre les agriculteurs et les organisations du secteur privé qui opèrent dans le domaine des services, du financement et des marchés.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
POUR LE
PROGRAMME D'APPUI AUX SERVICES AGRICOLES

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République-Unie de Tanzanie d'un montant de 17,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme d'appui aux services agricoles (PASA). Le prêt sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Ces dix dernières années, l'économie de la République-Unie de Tanzanie a enregistré des progrès sensibles, grâce à la politique de réalisme économique et de rationalisation qui a été menée. Toutefois, pour l'instant, la pauvreté ne recule guère, en particulier dans les zones rurales où elle est à la fois endémique et structurelle. Le produit national brut par habitant du pays s'établit à 270 USD (2003), un chiffre qui soutient mal la comparaison avec la moyenne de 503 USD pour l'ensemble du sous-continent.

2. Bien que l'agriculture reste encore fondée sur la main-d'œuvre, elle demeure un secteur dynamique, qui domine l'économie du pays; selon les estimations, elle emploie 85% de la main-d'œuvre, et fournit environ 73% des exportations et 48% du produit intérieur brut (PIB) (1997-2001). Environ 93% des agriculteurs du pays possèdent une moyenne de 2 hectares de terres arables; la taille des exploitations des petits agriculteurs s'écarte peu de cette moyenne, ce qui n'empêche pas des différences importantes d'une région à l'autre sur le plan des revenus. L'ampleur des inégalités entre les ménages en termes de répartition des terres semble plus resserrée que dans d'autres pays africains, comme en témoigne le coefficient de Gini concernant le degré de concentration des terres, qui s'établit à 0,35, contre 0,42 au Mozambique (secteur traditionnel), 0,55 au Kenya et en Somalie, et 0,64 au Ghana.

3. L'agriculture constitue la principale source de revenu des tanzaniens: elle représente 90% des revenus des 20% de la population les plus pauvres, et 64% des revenus des 20% les plus riches. Les cultures sont le sous-secteur le plus important, puisqu'elles produisent environ 65% du PIB. Les principales cultures de subsistance sont le maïs, le sorgho, le millet, le manioc, le riz, les bananes plantain, le blé et les légumes secs. Les principales cultures commerciales, café, coton, tabac et noix de cajou, sont essentiellement cultivées sur les petites exploitations, tandis que les grandes exploitations produisent la majeure partie du sucre, du sisal et du thé. L'élevage se classe second, avec une production correspondant à 30% du PIB, mais son intégration insuffisante aux systèmes d'exploitation dans leur ensemble l'a pour l'instant empêché de réaliser tout son potentiel. La production alimentaire du pays n'assure pas son autosuffisance, et le besoin d'importations annuel

¹ Des informations complémentaires figurent à l'appendice 1.

moyen est estimé à environ 700 000 tonnes de cultures vivrières de base; en période d'inondations ou de sécheresse, il peut atteindre 1,5 million de tonnes.

B. Les enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

4. Depuis 1996, le FIDA expérimente un certain nombre d'approches pilotes en matière de vulgarisation et de recherche en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. Dans ce dernier pays, ces expériences, réalisées dans le cadre du projet relatif à des initiatives paysannes dans la région de Mara et du projet d'aménagement de l'agriculture et de l'environnement (à Kagera), ont pour but de permettre aux agriculteurs de bénéficier de services répondant à leur demande, leurs besoins et leurs priorités, indépendamment de la taille de leur activité, de leur situation agroécologique et des méthodes d'exploitation employées. L'originalité de ces interventions réside dans leur capacité à: aider les agriculteurs à s'approprier, faire fonctionner et diriger le processus; concevoir et mettre au point des technologies peu coûteuses adaptées aux besoins des utilisateurs; et diffuser et transmettre ces savoirs par l'intermédiaire de groupes de paysans et de programmes d'échange entre agriculteurs. Grâce à leur grande souplesse, ces initiatives pilotes ont permis d'utiliser et d'appliquer à la production de cultures commerciales et vivrières des techniques de lutte intégrée contre les ravageurs et de nutrition intégrée des plantes, d'organiser les agriculteurs pour leur permettre de créer leurs propres entreprises commerciales afin de se procurer les moyens de production et les débouchés dont ils ont besoin, et de négocier des contrats avec des organismes de recherche, des organisations non gouvernementales (ONG) et des prestataires de services privés afin d'obtenir des services de vulgarisation et de recherche. Ces derniers projets bénéficiant du concours du FIDA ont évolué vers une approche de l'agriculture et du développement social locaux centrée sur la communauté, impulsée par la demande et partant de la base.

5. Le FIDA a récemment approuvé deux programmes d'ampleur nationale, le programme de services financiers ruraux et le programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles, dont les objectifs consistent à renforcer les organisations agricoles à l'échelon communautaire et à mettre en place des circuits d'intégration amont et aval reliant les agriculteurs aux acteurs économiques du secteur structuré et aux banques commerciales, afin de leur permettre de recevoir un appui technique et financier et des conseils sous une forme obéissant dans une large mesure aux principes du marché. Au cours de la mise en œuvre de la présente intervention, des liens avec ces programmes seront établis en vue de développer et de compléter les services agricoles.

C. La stratégie de collaboration du FIDA avec la Tanzanie

La politique d'éradication de la pauvreté menée par la Tanzanie

6. La recherche de l'égalitarisme et de l'autosuffisance a été la pierre angulaire de la politique menée par la Tanzanie depuis son accession à l'indépendance. Ces 20 dernières années, cette politique s'est quelque peu infléchie, et la réduction de la pauvreté a fait l'objet d'une attention croissante, comme en témoignent le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et la Vision pour 2025 élaborés par le pays. Sur la base de ces objectifs à long terme, le gouvernement vient d'apporter la touche finale à deux documents, la stratégie de développement du secteur agricole (SDSA) et la stratégie de développement rural (SDR), qui constituent les principaux cadres de mise en œuvre des plans et programmes de réduction de la pauvreté dans la perspective de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Partant du constat selon lequel les campagnes souffrent d'une pauvreté structurelle, ces stratégies poursuivent deux grands objectifs: stimuler la croissance de l'économie rurale en exploitant les progrès accomplis au niveau macroéconomique, et donner aux ruraux pauvres les moyens de se libérer de la pauvreté en développant leur accès à la terre, à l'eau, aux ressources financières et aux marchés. Pour atteindre ces objectifs, la SDSA s'intéressera aux cultures, à l'élevage et, au-delà, aux activités liées à l'agroalimentaire, tandis que la SDR portera sur le développement de l'économie rurale tout entière, en vue de renforcer les infrastructures, la

gouvernance et les capacités dans les campagnes, et de contribuer à l'harmonisation des politiques sectorielles et à leur prise en compte dans les actions stratégiques. Par ailleurs, le gouvernement est conscient que la réalisation des objectifs d'accélération de la croissance du PIB réel et de réduction de la pauvreté passe par l'amélioration des rendements du secteur agricole.

La stratégie du FIDA en Tanzanie

7. L'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2003 délimite un certain nombre de zones d'intervention, sur la base du DSRP, de la SDSA et de l'expérience acquise dans le cadre des différents programmes, et compte tenu du *Cadre stratégique du FIDA 2002-2006* et de la stratégie que le Fonds entend mener dans la région. Le cadre stratégique définit trois priorités: une stratégie de croissance favorisant les pauvres, l'évolution technologique, et l'appui aux institutions à assise communautaire rassemblant les pauvres. Ce que veulent le gouvernement et les agriculteurs, c'est le changement; et ce à quoi travaillent le gouvernement, la Banque mondiale, *Development Cooperation Ireland* (DCI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le FIDA dans le cadre du PASA, c'est à définir la nature des évolutions nécessaires pour répondre aux aspirations des agriculteurs et permettre aux tanzaniens d'obtenir vraiment le changement. Nombre d'enjeux de ce type n'apparaîtront qu'une fois le processus de changement enclenché à la faveur de la mise en œuvre du programme. Les services agricoles tanzaniens n'ont jamais connu un tel bouleversement. Certaines similitudes avec le programme national de services de conseils agricoles réalisé en Ouganda ont permis de tenir compte des enseignements ébauchés. Il est bon d'appuyer la flexibilité et l'apprentissage par la pratique, mais cette démarche doit aller de pair avec une véritable obligation de rendre compte, à l'égard des agriculteurs et des bailleurs de fonds.

8. Le FIDA s'associe à cette opération parce qu'il est urgent de développer l'accès des agriculteurs tanzaniens aux techniques dont ils ont besoin, et parce qu'elle offre la possibilité de mettre en place un ensemble de mécanismes complets et durables permettant de répondre à ces besoins. Lorsqu'elles fonctionnent, les approches sectorielles sont le lieu de la reproduction à grande échelle et de l'harmonisation, et elles permettent de réussir le difficile pari d'apporter une aide efficace. La participation au PASA est l'occasion pour le FIDA de compléter son portefeuille, dans la mesure où ce programme intéresse la production agricole et les services agricoles tout en permettant de tisser des liens avec les programmes en cours, notamment en matière de services financiers et de services de commercialisation en milieu rural.

Les activités des autres principaux donateurs tendant à éradiquer la pauvreté

9. Les activités des autres principaux donateurs ont été prises en considération durant la conception, et les informations sur ce sujet sont présentées à l'appendice V.

Les raisons d'être du programme

10. **Les raisons d'être du programme et les considérations relatives à la conception.** Le PASA a été conçu et élaboré en tant qu'élément intrinsèque du processus mené par le pays. Il se situe dans la droite ligne du COSOP, et reflète la stratégie définie par le FIDA pour la région Afrique orientale et australe afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Le PASA a été élaboré en reprenant la méthode de formulation retenue par la Tanzanie pour le Programme de développement du secteur agricole (PDSA), et l'organisme de coordination des donateurs du secteur concerné a validé le processus de développement préconisé, après l'avoir étudié en détail.

11. À la demande du gouvernement, le processus d'admission et de formulation a été lancé en novembre 2002, suivant une approche des plus participative et avec la participation active, à l'échelon local, de plusieurs équipes spéciales, groupes de travail thématiques et équipes travaillant à la

formulation d'un volet précis, épaulés par une équipe d'assistance technique associant plusieurs donateurs. Les objectifs étaient les suivants: i) dégager un consensus et consolider le volet de la Vision consacré aux services agricoles, en particulier en ce qui concerne la réforme des services de vulgarisation et l'agence nationale des services agricoles dont la création est proposée; ii) contribuer à tisser des liens entre les services agricoles et d'autres activités complémentaires, dont certaines ne sont pas encore lancées, alors que d'autres ont démarré sur le terrain avec la première équipe spéciale; iii) s'assurer de la cohérence entre les propositions de réforme des services agricoles et le PASA, d'une part, et le programme de réforme des collectivités locales, d'autre part; iv) préciser les modalités de l'appui des partenaires de développement à la réduction de la pauvreté rurale, une attention particulière étant accordée aux groupes cibles du FIDA, à savoir les plus pauvres, les petits agriculteurs et les femmes; v) insister sur la nécessité d'appuyer le programme dans le cadre d'un mécanisme de mise en commun des fonds, afin d'accorder plus d'importance et de ressources financières au secteur agricole; et enfin vi) établir l'architecture détaillée en composantes et sous-composantes, tant pour la partie continentale que pour Zanzibar, en précisant les mécanismes de financement (flux de financement) retenus afin de répondre aux besoins et aux priorités des paysans. Outre les rencontres et les relations normales avec le gouvernement, au moins quatre ateliers rassemblant les parties prenantes et trois réunions rassemblant les donateurs ont été organisés afin de contribuer à donner forme à la réflexion et de convenir de l'architecture du programme.

12. La troisième équipe spéciale s'est chargée du travail de conception du PASA pour la partie continentale de la Tanzanie. Depuis l'admission du programme en avril 2003, cette équipe a mis en place des groupes de travail et lancé des études complémentaires sur la recherche, la vulgarisation, l'autonomisation des agriculteurs et leurs organisations, ainsi que sur l'information et la communication. Elle a organisé des concertations approfondies avec les parties prenantes pour appréhender la situation actuelle et explorer les différentes possibilités de renforcement des services, afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs. En novembre 2003, cette équipe a recommandé que les réformes et les opérations s'appuient à l'avenir sur une stratégie nationale unifiée englobant les services agricoles et à l'élevage, tout en veillant à l'intégration des différentes facettes des services agricoles, en particulier la recherche, la vulgarisation, la formation, et l'information et les communications.

13. À Zanzibar, un programme analogue a également été préparé. Compte tenu des particularités institutionnelles et du statut de Zanzibar au sein de la République-Unie de Tanzanie, les activités relevant du programme de Zanzibar peuvent être considérées comme proches de celles qui sont réalisées sur la partie continentale, tout en étant pleinement indépendantes. Le paysage institutionnel n'est pas le même, et Zanzibar dispose de son propre ministère de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'environnement et des coopératives (MARNEC), et d'une organisation institutionnelle différente. Le programme de Zanzibar poursuit donc les mêmes objectifs, moyennant des activités, des méthodes et des principes analogues, qui s'inscrivent dans le contexte institutionnel et le mode d'organisation propres à Zanzibar, et sont conformes au plan de réduction de la pauvreté que celui-ci a établi, ainsi qu'à la Vision de Zanzibar pour 2020 et à la politique qu'il a adoptée pour le secteur agricole.

14. En mars 2004, une équipe conjointe composée de représentants de l'administration et de membres de l'équipe d'élaboration du programme a préparé un document de conception ébauchant un programme d'appui aux services agricoles, afin d'encourager la réforme de ces services et de financer les opérations dans le cadre du PDSA. Ce document, qui a reçu l'aval du gouvernement, a servi de point de départ à la mission de formulation/préévaluation préliminaire, qui a précédé l'élaboration du document relatif à l'exécution du programme. La préévaluation effectuée ensuite par le FIDA a porté son attention sur le renforcement des mécanismes de ciblage, de suivi et d'évaluation (S&E) et, plus généralement, des dispositions garantissant la participation des populations pauvres au programme.

15. La conception du PASA est radicalement différente de celle d'un projet «classique». Tout d'abord, il s'agit d'une démarche et d'un programme à caractère national visant à transformer les services agricoles, qui correspondent pour l'instant mal aux besoins, en un système efficace capable de répondre à la demande des utilisateurs. Ensuite, une démarche évolutive a été adoptée, dans le cadre de laquelle les approches et les principes retenus sont mis en œuvre progressivement, en tenant compte du contexte et des possibilités de la société tanzanienne, dans un pays dont l'administration est en pleine évolution, sans oublier la décentralisation qui va de pair avec la privatisation. Enfin, il s'agit d'un programme d'ampleur nationale, piloté par le gouvernement, qui fait appel au concours de plusieurs donateurs dans le cadre d'un mécanisme de financement avec mise en commun des fonds.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. La zone du programme et le groupe cible

16. **Le groupe cible.** Puisqu'il s'agit d'un programme de portée nationale, tous les agriculteurs pourront en bénéficier. Toutefois, pour le gouvernement comme pour les partenaires de développement, la priorité consiste à privilégier les petits exploitants et, en particulier, les pauvres, les plus pauvres et les plus défavorisés. Le principal groupe cible comprendra les plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté alimentaire, lequel, selon une estimation en monnaie courante fondée sur les chiffres de l'enquête sur les ménages réalisée en 2001, correspond à 290 000 TZS (262 USD) par ménage ou famille et par an. Selon les estimations, 1,16 million de ménages font partie de ce groupe, qui comprend les paysans sans terre et les travailleurs occasionnels, et les ménages de petits exploitants dont le chef de famille est une femme ou un orphelin ou qui sont victimes du VIH/sida. Le second groupe cible correspond aux pauvres qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté correspondant à la satisfaction des besoins essentiels, qui est aujourd'hui évalué à 396 000 TZS (358 USD) par ménage et par an; ce groupe représente au moins 70% de la population rurale et plus de 80% des communautés paysannes. Puisque la Tanzanie compte 1,21 million de ménages pauvres, le groupe cible prioritaire du FIDA rassemblera donc 2,37 millions de ménages.

17. **Le ciblage.** Le principal critère permettant à un groupe de paysans ou un forum d'agriculteurs de bénéficier du programme sera que 70% au moins de ses membres appartiennent à un ménage de petits exploitants. Le deuxième objectif de la stratégie de ciblage consiste à privilégier les districts et les cantons dans lesquels l'incidence de la pauvreté est élevée. La répartition des fonds entre les districts, les cantons et les villages s'effectuera selon une formule établie sous la responsabilité du projet d'appui aux collectivités locales et du PDSA. Le programme encouragera la concertation entre les districts, le projet d'appui aux collectivités locales et le Bureau du Président chargé de l'administration régionale et des collectivités locales, afin que la formule retenue permette de surpondérer la situation défavorisée d'un district, tout en prenant en compte le potentiel. Troisièmement, le ciblage aura également pour but, entre autres, de s'assurer qu'au moins 40% des femmes participent à l'ensemble des activités appuyées par le programme; que les paysans sans terre, les ménages victimes du VIH/sida et les autres groupes défavorisés représentent au moins 10% des personnes participant à ces activités; et qu'un équilibre équitable soit préservé entre les petits exploitants et les autres catégories de ménages lors de la sélection des paysans appelés à servir de personnes-ressources, d'animateurs ou de cadres; que 80% des dons à l'appui de recherches participatives dans les exploitations soient affectés aux essais réalisés sur les parcelles de petits exploitants; et qu'une attention toute particulière soit accordée aux difficultés des ménages de petits exploitants, des ménages dont le chef de famille est une femme ou un orphelin et des ménages victimes du VIH/sida, ou d'autres groupes défavorisés, à l'occasion des travaux d'application des techniques, et dans le cadre de l'évolution des orientations, de la réglementation et de la législation préconisée. Quatrièmement, le fait que ce programme comporte des dispositifs comme des subventions de faible montant (de 10 000 à 20 000 TZS par bénéficiaire et par campagne), qui ne sont susceptibles d'avoir de valeur et d'intérêt que pour les producteurs disposant d'un patrimoine restreint,

associé à l'ampleur de la couverture de la composante concernant l'autonomisation, permettra de faire en sorte que même les plus pauvres aient accès aux avantages du PASA.

B. Les objectifs et le champ d'action

18. Le programme contribuera à la réalisation de l'objectif de l'emprunteur, à savoir renforcer et stabiliser la productivité de l'agriculture, sa rentabilité et les revenus des exploitants, tout en accélérant la croissance du secteur agricole afin qu'elle atteigne au moins 5% par an d'ici 2007, contre 3,6% aujourd'hui (conformément aux objectifs fixés par le DSRP et la SDSA). Le programme apportera sa contribution à la réalisation de cet objectif en assurant une meilleure adéquation et une plus grande réactivité du conseil à l'agriculture et de l'évolution des techniques, et l'adoption par un grand nombre d'agriculteurs de méthodes de culture plus productives, plus intéressantes sur le plan économique et moins dommageables pour l'environnement. L'objectif global du programme est de permettre à tous les agriculteurs, y compris les femmes, d'accéder plus largement aux connaissances et aux techniques agronomiques utiles et d'en renforcer l'utilisation, ce qui, dans le cadre de partenariats durables avec des prestataires de services, contribue à améliorer la sécurité alimentaire des ménages, leurs revenus pécuniaires et, par conséquent, leurs conditions d'existence.

C. Les composantes

19. L'architecture du programme comporte les composantes et les sous-composantes suivantes:

A.1 L'autonomisation des agriculteurs

- Sous-composante 1.1: acquisition de connaissances et organisation des agriculteurs
- Sous-composante 1.2: autonomisation institutionnelle et financière des agriculteurs

20. Cette composante s'intéressera principalement au renforcement de la demande de services agricoles et à l'autonomisation des groupes de paysans, des forums de district et des organisations de producteurs ruraux à l'échelon de base, tant sur le plan de l'organisation que sur le plan financier; les moyens mis en place associeront formation, encadrement, et partage des expériences. Tout cela, complété par un volet de développement technique participatif, devrait conduire à la constitution de partenariats avec les prestataires de services agricoles, et renforcer le pouvoir de négociation des paysans.

B.2 Les services agricoles

- Sous-composante 2.1: réforme institutionnelle
- Sous-composante 2.2.a: redéfinition des missions du secteur public et renforcement de ses capacités (niveau national et régional)
- Sous-composante 2.2.b: redéfinition des missions du secteur public et renforcement de ses capacités (niveau du district)
- Sous-composante 2.3: appui aux prestataires de services du secteur privé
- Sous-composante 2.4: prestation de services

21. Cette composante portera sur les éléments suivants: mettre en œuvre la réforme institutionnelle des services publics à l'agriculture, moyennant des actions menées à l'échelon du village, du canton, du district, de la région et du pays; redéfinir la culture du secteur public; dégager un consensus sur l'évolution des services agricoles qu'apporte le programme; proposer des actions de formation et des crédits afin d'améliorer le fonctionnement et les résultats du secteur public; encourager, approfondir et renforcer le processus de participation du secteur privé et des ONG aux services essentiels, en particulier la vulgarisation, la recherche appliquée, la formation et les services

techniques; et organiser et contrôler la fourniture ponctuelle de services d'appui aux groupes et aux forums de paysans.

C.3 La gestion du programme

- Sous-composante 3.1: gestion et coordination
- Sous-composante 3.2: contrôle de la qualité des services et des contrats
- Sous-composante 3.3: planification et S&E

22. Il conviendra de faire en sorte: que la planification, l'exécution et le S&E soient conduits de manière intégrée et dans le respect des règles; que tous les participants au PASA reçoivent une formation adaptée à leurs besoins; et que la prestation de services et l'exécution des contrats respectent des normes techniques, financières et juridiques très rigoureuses.

23. **Calendrier des interventions dans les districts.** En bonne logique, les trois facettes des activités d'appui aux services agricoles, autrement dit l'autonomisation des agriculteurs, la réforme et l'amélioration de la recherche et de la vulgarisation, la prestation de services et les activités connexes devraient être mises en œuvre l'une après l'autre. Cependant, le degré de développement, l'ampleur de l'appui déjà reçu ou à recevoir des donateurs, et la situation de la recherche et de la vulgarisation et leur efficacité, diffèrent selon les districts. C'est pourquoi ceux qui participeront au programme seront vraisemblablement répartis en deux groupes: au cours de la première phase, quelque 42 districts qui satisfont aux critères de priorité, sur le plan de l'autonomisation comme sur celui des réformes et de la prestation de services, bénéficieront d'une mise en œuvre accélérée; et environ 78 districts, qui reçoivent déjà une aide significative provenant d'autres sources en faveur de l'autonomisation, de la mobilisation des agriculteurs et de la formation de groupes, bénéficieront dans un second temps d'une aide limitée aux seuls volets dont ils ont besoin, à savoir la réforme des services et leur amélioration.

Le programme de Zanzibar

24. Le programme de Zanzibar se conformera pleinement aux objectifs globaux, aux raisons d'être et à l'approche du PASA réalisé sur la partie continentale. Sa conception repose sur l'adhésion du MARNEC à l'approche participative et au transfert progressif des services agricoles vers le secteur privé. Ce programme comportera trois composantes: l'autonomisation des agriculteurs, la prestation de services, et la gestion du programme. La première composante sera axée sur le renforcement des capacités des bénéficiaires, afin de les mettre en mesure d'exprimer leurs besoins et de se procurer les services agricoles qui leur permettront d'y répondre, ce processus étant facilité par l'amélioration des services de vulgarisation et de recherche.

25. La deuxième composante portera sur l'amélioration des services de recherche et de vulgarisation. La proportion des services assurés par le secteur privé augmentera de 25% d'ici la troisième année du programme, et doublera d'ici la septième. Il est prévu que les agriculteurs et les pêcheurs (50% d'entre eux d'ici la troisième année et 80% d'ici la septième) détermineront par eux-mêmes si les contrats ont ou non été exécutés de manière satisfaisante. Les communautés d'agriculteurs et de pêcheurs disposeront d'informations sur les techniques et les pratiques appropriées, dont le nombre, la diversité et la qualité permettront de répondre à leurs besoins.

26. Dans le cadre de la composante intéressant la gestion du programme, on mettra en place des mécanismes qui permettront aux structures existantes de l'administration de gérer le programme efficacement, grâce à un renforcement des capacités, de la formation et du S&E; les collectivités locales en particulier disposeront des moyens de remplir leur mandat. Cet aspect est particulièrement important à Zanzibar, où la réforme des collectivités locales n'est pas aussi avancée que dans la plupart des régions de la partie continentale. Parallèlement, on fera en sorte que le programme

obtienne un impact favorable et vérifiable sur les groupes cibles spécifiques du FIDA, qui recourent en grande partie ceux du gouvernement.

27. La coordination du programme sera assurée par l'intermédiaire d'un comité de pilotage présidé par le Secrétaire principal du MARNEC, auquel siégeront des représentants de l'ensemble des parties prenantes. Une équipe de facilitation des services agricoles, chargée du démarrage du programme et de sa coordination, sera implantée au sein du MARNEC afin de renforcer les capacités de l'administration centrale, de mettre en place des liens avec les autres activités, et de coordonner les activités qui se dérouleront sur la partie continentale.

28. Le programme de Zanzibar sera mis en œuvre dans les neuf districts ruraux de Pemba et Unguja, mais seul un éventail réduit d'activités sera réalisé dans cinq d'entre eux, qui bénéficient déjà d'un appui dans le cadre du projet participatif de développement de l'agriculture et d'autonomisation financé par la Banque mondiale.

D. Coûts et financement

29. La version continentale du PASA sera considérée comme un programme du gouvernement d'une durée de sept ans, scindé en deux phases de trois et quatre ans, dont le budget est «bouclé». Cela signifie que les coûts du programme exposés dans le présent rapport mentionnent l'estimation de toutes les sources de financement et les dépenses qui seront engagées pour réformer les services agricoles et assurer leur prestation en République-Unie de Tanzanie. Par conséquent, le PASA n'est pas un projet qui s'inscrit dans un cadre budgétaire plus large; il s'agit au contraire d'un programme intégré, qui prend en compte l'ensemble des crédits apportés par le gouvernement, les partenaires de développement et les communautés bénéficiaires, ainsi que l'ensemble des investissements et des dépenses de fonctionnement tels qu'ils figurent dans le cadre budgétaire à moyen terme établi par le gouvernement pour la période en question².

30. Les tableaux 1, 2, 3 et 4 récapitulent les coûts pour les deux programmes, celui de la partie continentale et celui de Zanzibar. S'agissant des composantes à réaliser sur la partie continentale, les partenaires de développement initiaux seront la Banque mondiale, *Development Cooperation Ireland* (DCI) et le FIDA; les négociations avec d'autres donateurs progressent. Ceux qui apportent un concours sous forme d'aide budgétaire interviennent indirectement dans le programme par l'intermédiaire de la contribution du gouvernement. Celle-ci, qui prend en charge les dépenses ordinaires liées à la prestation de services (salaires et coûts de fonctionnement), représente 55% du budget total du programme. Les fonds mis en commun par les partenaires de développement représentent 43%, un accent particulier étant mis sur les activités d'autonomisation des agriculteurs, la réforme institutionnelle, le renforcement des capacités et l'appui aux prestataires de services du secteur privé. Les paysans apportent une contribution correspondant à 2% des coûts du programme, principalement au travers d'une augmentation de la participation aux coûts afférents à la formation des groupes et aux activités des forums de paysans. La part du FIDA dans le programme se monte à 20,4 millions de USD pour la partie continentale, et 4,6 millions de USD pour Zanzibar.

² Il existe aujourd'hui toute une palette de crédits accordés au secteur des services par les donateurs, les ONG ou le secteur privé; mais on prévoit de regrouper en temps voulu tous ces crédits au sein du mécanisme de mise en commun des fonds, ou de les y faire figurer.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME POUR LA PARTIE CONTINENTALE^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A.1 Autonomisation des agriculteurs					
1.1 Acquisition de connaissances et organisation des agriculteurs	12 106,2	1 838,6	13 944,8	13	6
1.2 Autonomisation institutionnelle et financière	4 208,6	508,2	4 716,8	11	2
Sous-total	16 314,8	2 346,8	18 661,6	13	8
B.2 Services agricoles					
2.1 Réforme institutionnelle	5 787,5	1 184,2	6 971,7	17	3
2.2a Redéfinition des missions du secteur public et renforcement de ses capacités (niveau national et régional)	6 417,0	5 387,4	11 804,4	46	5
2.2b Redéfinition des missions du secteur public et renforcement de ses capacités (niveau du district)	3 967,7	3 636,3	7 604,0	48	3
2.3 Appui aux prestataires de services du secteur privé	4 368,4	722,5	5 090,9	14	2
2.4 Prestation de services	146 733,3	17 270,9	164 004,2	11	73
Sous-total	167 274,0	28 201,3	195 475,2	14	87
C.3 Gestion du programme					
3.1 Gestion et coordination	2 156,3	1 360,1	3 516,4	39	2
3.2 Contrôle de la qualité des services et des contrats	1 632,6	266,1	1 898,7	14	1
3.3 Planification et S&E	4 343,2	744,9	5 088,1	15	2
Sous-total	8 132,1	2 371,2	10 503,3	23	5
Total des coûts de base	191 721,0	32 919,3	224 640,3	15	100
Provisions pour aléas d'exécution	8 824,9	3 291,9	12 116,8	27	5
Provisions pour aléas financiers	-24 286,7	2 770,4	-21 516,3	-13	-10
Total des coûts du programme	176 259,3	38 981,6	215 240,9	18	96

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME POUR ZANZIBAR^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
1. Autonomisation des agriculteurs	992,6	159,6	1 152,2	14	23
2. Prestation de services	1 626,2	1 308,4	2 934,6	45	59
3. Gestion du programme	546,2	303,5	849,7	36	17
Total des coûts de base	3 165,0	1 771,4	4 936,4	36	100
Provisions pour aléas d'exécution	227,9	147,6	375,5	39	8
Provisions pour aléas financiers	563,6	102,2	665,8	15	13
Total des coûts du programme	3 956,5	2 021,3	5 977,7	34	121

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 3: PLAN DE FINANCEMENT POUR LA PARTIE CONTINENTALE
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		Partenaires de développement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A.1 Autonomisation des agriculteurs											
Acquisition de connaissances et organisation des agriculteurs	905,9	6,6	11 815,3	86,0	1 018,6	7,4	13 739,8	6,4	2 221,8	10 612,1	905,9
Autonomisation institutionnelle et financière	551,6	12,0	3 985,4	86,8	53,9	1,2	4 590,9	2,1	617,9	3 421,4	551,6
Sous-total	1 457,6	8,0	15 800,7	86,2	1 072,4	5,9	18 330,8	8,5	2 839,7	14 033,5	1 457,6
B.2 Services agricoles											
Réforme institutionnelle	1 122,7	15,9	5 941,1	84,1	-	-	7 063,8	3,3	1 386,9	4 554,2	1 122,7
Redéfinition des missions du secteur public et renforcement de ses capacités (niveau national et régional)	2 549,8	20,0	10 221,3	80,0	-	-	12 771,1	5,9	6 288,2	4 532,8	1 950,1
Redéfinition des missions du secteur public et renforcement de ses capacités (niveau du district)	2 894,1	34,5	5 484,2	65,5	-	-	8 378,4	3,9	4 328,5	2 657,4	1 392,4
Appui aux prestataires de services du secteur privé	532,3	10,6	4 480,8	89,4	-	-	5 013,1	2,3	876,3	3 604,5	532,3
Prestation de services	106 461,8	69,5	43 079,6	28,1	3 724,1	2,4	153 265,4	71,2	20 454,6	109 767,2	23 043,6
Sous-total	113 560,8	60,9	69 207,0	37,1	3 724,1	2,0	186 491,8	86,6	33 334,5	125 116,2	28 041,1
C.3 Gestion du programme											
Gestion et coordination	966,0	26,6	2 660,3	73,4	-	-	3 626,3	1,7	1 600,0	1 462,2	564,1
Contrôle de la qualité des services et des contrats	339,6	18,2	1 525,7	81,8	-	-	1 865,4	0,9	313,4	1 270,2	281,7
Planification et S&E	1 002,8	20,4	3 923,8	79,6	-	-	4 926,6	2,3	893,9	3 387,5	645,1
Sous-total	2 308,5	22,2	8 109,8	77,8	-	-	10 418,3	4,8	2 807,4	6 120,0	1 490,9
Total des coûts du programme	117 326,8	54,5	93 117,6	43,3	4 796,5	2,2	215 240,9	100,0	38 981,6	145 269,7	30 989,6

TABLEAU 4: PLAN DE FINANCEMENT POUR ZANZIBAR
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Autonomisation des agriculteurs	294,7	20,0	1 166,1	79,1	12,9	0,9	1 473,7	24,7	187,3	991,7	294,7
2. Prestation de services	769,6	22,3	2 657,2	76,9	28,2	0,8	3 454,9	57,8	1 482,3	1 420,3	552,3
3. Gestion du programme	264,8	25,2	783,2	74,7	1,0	0,1	1 049,1	17,5	351,7	501,0	196,4
Total des coûts du programme	1 329,2	22,2	4 606,5	77,1	42,1	0,7	5 977,7	100,0	2 021,3	2 913,0	1 043,5

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

Partie continentale

31. **Marchés.** Le PASA sera le premier programme sectoriel intéressant le secteur agricole réalisé en République-Unie de Tanzanie et, en ce qui concerne la partie continentale, il sera financé par l'intermédiaire d'un mécanisme de mise en commun des fonds. Un accord est intervenu sur un ensemble de procédures harmonisées qui se fondent sur l'expérience acquise dans le cadre d'autres programmes sectoriels, ainsi que sur les bonnes pratiques. Les partenaires signeront un mémorandum d'accord exposant les dispositions concernant la planification, la préparation des budgets, les décaissements, la passation des marchés, la comptabilité et la vérification des comptes. Les marchés de biens, travaux et services financés dans le cadre du mécanisme de mise en commun des fonds respecteront la réglementation établie par le gouvernement en la matière ainsi que la législation applicable aux finances publiques. Chaque plan de travail et budget annuel comportera un plan de passation des marchés assorti d'un calendrier précisant le détail des biens et services concernés.

32. **Comptabilité et vérification des comptes.** Le gouvernement et les partenaires de développement ont donné leur accord au mécanisme de financement décrit dans le document relatif au mécanisme financier du PDSA (mis au point avec l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale); son adoption permettra d'assurer le bon fonctionnement des flux et de la gestion des crédits du programme. Chaque entité participante, à l'échelon du pays, de la région, du district et du canton, devra rendre compte de l'utilisation des fonds et fournir au bureau du programme des états financiers trimestriels. Le programme établira, et soumettra au FIDA, un état financier consolidé trimestriel dans les 45 jours suivant la fin du trimestre considéré, et établira et soumettra des états financiers consolidés annuels dans les trois mois suivant la fin de l'exercice financier.

33. **Décaissement.** Le recours à un mécanisme de mise en commun des financements rend inutile l'ouverture d'un compte spécial. Chaque trimestre, le FIDA créditera directement les fonds sur le compte commun recevant les crédits du PASA. La reconstitution sera effectuée sur présentation de demandes de retrait régulières signées par le Ministère des finances (Trésor) à Dar-es-Salaam et approuvées par l'UNOPS en sa qualité d'institution coopérante, au vu de pièces justificatives détaillées concernant la tranche de l'avant-dernier trimestre. Les documents relatifs aux dépenses et aux marchés seront conservés dans les différents bureaux de district et bureaux régionaux; des doubles seront transmis au siège de la direction du programme, et pourront être consultés, le cas échéant, par les missions de supervision et les commissaires aux comptes.

Zanzibar

34. Les principes, procédures et systèmes habituels seront utilisés, notamment le compte spécial, l'utilisation des procédures de passation de marchés en vigueur au FIDA et les critères d'admissibilité applicables aux projets financés par le Fonds.

F. Organisation et gestion

35. Globalement, la mise en œuvre du PASA fera intervenir les structures d'administration existantes, le cadre budgétaire à moyen terme et le cadre mis en place pour gérer les changements prévus au titre du PDSA. On peut distinguer deux principaux échelons de mise en œuvre: l'échelon national et régional, placé essentiellement sous la responsabilité des ministères en charge du secteur agricole, et l'échelon local, qui regroupe trois niveaux, le district, le canton et le village, placé quant à lui sous la responsabilité du Bureau du Président chargé de l'administration régionale et des collectivités locales, ainsi que celle des administrations des collectivités locales. Compte tenu de l'accent mis sur la décentralisation du secteur public, la majeure partie des prises de décision et des engagements de dépenses s'effectueront à ce second échelon.

36. La mise en œuvre obéira au principe d'un renforcement du contrôle exercé par les paysans utilisateurs, en coopération avec les organismes du secteur public et avec les prestataires de services agricoles du secteur privé, les ONG et la société civile, dont le rôle est appelé à se développer. L'accent sera mis sur le transfert de la responsabilité de la prestation de services agricoles aux agriculteurs et à leurs structures de représentation. Le plan d'exécution qui sera élaboré avant l'entrée du programme dans sa phase opérationnelle précisera la répartition des rôles et des responsabilités de chacun. Jusqu'à la mise en place de l'organisation institutionnelle définitive, le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, principal ministère de tutelle du secteur agricole, prendra des dispositions temporaires pour la mise en œuvre du PASA. Durant cette période de transition, des mécanismes de coordination solides seront mis en place afin de veiller à la participation satisfaisante de l'ensemble des ministères et des parties prenantes du secteur.

37. En ce qui concerne le sous-programme partie continentale, au niveau national, le comité de pilotage national du PDSA, auquel siègent des représentants de plusieurs catégories de parties prenantes, et son comité interministériel de coordination définiront les grandes orientations, sur la base des principes et des priorités sectorielles du PDSA. Les responsabilités et les modalités de mise en œuvre seront exposées dans le plan d'exécution du programme, mais il est pour l'instant prévu que la troisième équipe spéciale du PDSA supervise à la fois l'achèvement du processus de réforme des services et les premières étapes de la mise en œuvre. Dans le contexte du sous-programme Zanzibar, l'exécution des activités qui seront normalement réalisées sous la direction de l'équipe de facilitation des services agricoles de Zanzibar, sera supervisée par le comité de pilotage.

38. Au niveau régional, la principale tâche consistera à appuyer l'élaboration et l'examen des plans de développement agricole de district, qui comporteront des dispositions relatives aux services agricoles. En particulier, les conseillers agricoles régionaux étudieront ces documents pour s'assurer qu'ils ne s'écartent pas des orientations nationales.

39. Les **districts** joueront un rôle déterminant dans la mise en œuvre des activités d'autonomisation et des opérations de vulgarisation. Ils seront également les principaux utilisateurs et partenaires des activités de recherche-développement. Les districts participants exécuteront le programme sous la responsabilité de leur directeur exécutif de district, qui relèvera du conseil de district. Les tâches de routine seront effectuées sous la responsabilité du chargé de l'agriculture et de l'élevage du district et de l'équipe chargée de l'agriculture. Le trésorier de l'administration locale gèrera les crédits du programme affectés à la mise en œuvre de la réforme des services publics, sur la base du mémorandum d'accord mentionné plus haut. Les crédits permettant de financer certaines opérations, comme les contrats entre les groupes d'utilisateurs et les prestataires de services, transiteront par les systèmes de financement du district, mais ils seront affectés seulement sur ordre du chargé de l'agriculture et de l'élevage du district et du directeur exécutif de district, jusqu'à ce que les forums de paysans puissent être financés directement.

40. **Suivi et évaluation.** La conception du programme sera affinée au fil des améliorations apportées au projet de cadre logique, tel qu'il figure dans le premier tableau du dossier clé, au cours de l'élaboration du plan d'exécution du programme et tout au long de sa mise en œuvre. Le cadre logique récapitule également les indicateurs et les instruments de mesure à utiliser dans le cadre de la planification et du S&E qui permettent de déterminer les objectifs à atteindre pour franchir chaque étape de l'exécution. Le PASA reprendra en le consolidant le dispositif de S&E déjà en vigueur, qui impose notamment la mention d'un certain nombre d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats et la gestion de l'impact.

41. Le sens des responsabilités et le degré d'investissement des participants, des bénéficiaires et des prestataires de services constitueront un élément important du dispositif de S&E, sans oublier la compatibilité avec les dispositifs de compte rendu et de S&E déjà mis en place dans le cadre du

programme de réforme des collectivités locales. Dans la mesure du possible, le dispositif reprendra les méthodes et les modèles qu'utilisent déjà les administrations locales, et exploitera les outils tels que les enquêtes et les évaluations sur le terrain, les programmes de travail et budgets annuels et les comptes rendus et procès-verbaux des réunions et des séminaires. En outre, l'ensemble des prestations de services et des attributions de contrats réalisées avec le concours du programme devront faire l'objet de rapports réguliers sur l'état d'avancement, les réalisations et, lorsque c'est possible, l'impact obtenu; ces rapports seront présentés par le prestataire, le groupe ou le forum bénéficiaire et le service du canton ou du district concerné. Les groupes et les forums de paysans, ainsi que les conseils et les administrations des villages et des cantons, seront vivement encouragés à mettre au point et à utiliser leur propre cadre logique pour les activités relevant du programme, en les associant éventuellement avec des outils de planification du développement à caractère plus général.

42. Puisque le programme intéressant la partie continentale sera financé par un mécanisme de mise en commun des fonds, il ne sera pas possible pour chaque partenaire de développement ou bailleur de fonds de connaître l'état de sa contribution et l'usage qui en a été fait. Il sera seulement possible d'établir et de mesurer la performance financière globale de l'ensemble du programme, y compris la contribution du gouvernement, qui représente plus de la moitié du total, dans le cadre du dispositif de S&E établi par tous les partenaires de développement. Pour que le FIDA puisse obtenir l'assurance que son prêt est utilisé de manière satisfaisante, et dans le respect de son mandat, il faudra qu'il prenne une part plus active qu'à l'accoutumée aux contacts avec la direction du programme et à la supervision. Il serait également bon que le FIDA participe à un nombre d'enquêtes aussi élevé que possible, ce qui permettrait d'évaluer les éléments matériels concernant la couverture du groupe cible et l'impact du projet, ainsi que l'état d'avancement des volets de réforme et de privatisation, et de rapprocher ces éléments du niveau global des décaissements.

G. Justification économique

43. Au total, le nombre de bénéficiaires directs du programme intéressant la partie continentale devrait s'élever à 1,53 million de paysans, soit 575 000 ménages, ce qui correspond à environ 10% du nombre total de paysans. L'analyse financière indique que le programme devrait permettre une progression de 45 à 67% du revenu annuel des exploitations, et une augmentation de 6 à 33% du bénéfice par jour de travail familial, lequel se situe dans une fourchette de 800 à 2 600 TZS (0,72 à 2,4 USD). Seul le surplus de revenu provenant des cultures et de l'élevage proprement dits a été pris en compte, à l'exclusion des autres sources de revenu éventuelles. Il ressort de l'analyse économique que le programme dans son ensemble est susceptible de produire un taux de rentabilité économique de 18% sur une période de 20 ans; ce taux est relativement peu sensible à une hausse des coûts, à une diminution des avantages ou à des retards dans la mise en œuvre; les investissements à réaliser dans le cadre de ce programme sont donc justifiés.

44. S'agissant du programme de Zanzibar, les chiffres correspondants montrent que 137 500 familles de paysans devraient bénéficier du programme; le revenu annuel des exploitations augmenterait de 45% en moyenne, cette progression se situant dans une fourchette de 20 à 94%, tandis que le bénéfice par jour de travail familial progresserait de 19%. Pour les activités à réaliser au titre du programme, le taux de rentabilité économique s'établit à 14%; comme dans le cas du programme intéressant la partie continentale, ce taux est relativement peu sensible aux variations de coûts, d'avantages et de délais de mise en œuvre.

H. Risques

45. Le programme s'emploiera à pallier les risques les plus graves en adoptant les mesures récapitulées ci-dessous:

- Pour les questions touchant à la politique du gouvernement, au budget du secteur, aux distorsions de concurrence, aux résistances vis-à-vis des réformes, et à la structure, aux compétences et à l'autonomie de la gestion du programme, les seules voies d'atténuation possibles sont la concertation entre le gouvernement et les partenaires de développement et le rôle prépondérant assumé par les composantes du programme.
- Pour atténuer les risques d'hésitation et, éventuellement, de réticence du personnel des services de recherche et de vulgarisation, le programme aura recours à une sensibilisation et à une formation poussées, et mettra en place des mesures pour inciter le personnel chargé de la vulgarisation à aller sur le terrain ou à accepter des suppressions de postes et le passage au statut de prestataires de services privés. Les districts ne pourront être contraints d'adopter le programme de réforme, mais les conditions minimales à respecter pour participer au programme permettront de réduire le risque d'échec au minimum.
- Le programme palliera la capacité financière restreinte des administrations des collectivités locales par la mise en place d'initiatives visant à: inculquer les principes d'efficacité de l'administration, de respect des délais et de transparence du financement; appuyer les autorités pour ce qui est de l'organisation des flux de financement; et fournir le cas échéant l'assistance de techniciens et de spécialistes.
- Le risque lié au nombre insuffisant de prestataires de services agricoles sera atténué moyennant: la formation et l'assistance technique et financière spéciales proposées aux prestataires existants et potentiels; les mesures visant à inciter les conseillers du secteur public à exercer dans le secteur privé; l'incitation à fusionner les groupes afin d'assurer au mieux leur couverture et l'utilisation des prestataires disponibles; et l'adaptation du rythme de mise en œuvre au niveau des compétences, telles qu'elles ressortent des inventaires et bilans des prestataires de services à l'échelon du district.
- Le problème du taux et du rythme d'adhésion aux interventions proposées dans le cadre du PASA est également lié au temps que prendra l'autonomisation pour produire son effet. Le programme insistera sur la nécessité de ne créer des structures qu'en réponse aux besoins tels que la population locale les perçoit; d'adopter une approche progressive et souple pour la mise en place des groupes de paysans; et d'apporter un soin tout particulier à la sensibilisation des autres parties prenantes à la nature et aux difficultés du processus d'autonomisation.

I. Impact sur l'environnement

46. L'analyse de la situation et de l'impact écologiques présente les grandes lignes du cadre de gestion environnemental et social complet élaboré par la Banque mondiale. Pour l'essentiel, le programme devrait améliorer sensiblement la situation environnementale, mais il sera peut-être nécessaire de mettre en place des mesures palliatives si l'intensification de l'agriculture s'accompagne d'un accroissement de l'usage des pesticides.

J. Aspects novateurs

47. En un sens, le programme tout entier est novateur, dans la mesure où il répond au défi que le gouvernement s'est engagé à relever devant le parlement; il s'agit en effet de passer de l'immobilisme à la mobilisation, afin d'assurer une meilleure adéquation entre la prestation de services et les besoins des agriculteurs. Le programme permettra également d'accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens financiers en mobilisant des ressources privées et publiques au sein d'un cadre commun, et de réduire les frais de transaction. Il améliorera l'efficacité et la transparence de la mise à disposition et de l'utilisation des techniques, en encourageant le resserrement des liens (grâce à la décentralisation) et

les contrats de services avec des prestataires (privés) capables de répondre aux besoins des agriculteurs par la mise au point et l'utilisation de techniques appropriées. En ce qui concerne le FIDA, il lui faudra relever le défi qui consiste à travailler dans le cadre d'un programme sectoriel, tout en cherchant à obtenir un impact réel et mesurable sur les conditions d'existence des ruraux pauvres.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

48. Un accord de prêt entre la République-Unie de Tanzanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'Accord de prêt négocié est joint en annexe.

49. La République-Unie de Tanzanie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

50. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

51. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République-Unie de Tanzanie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-sept millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (17 050 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2044 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations conclues le 26 octobre 2004)

1. **Cofinancement.** Indépendamment du prêt du FIDA et du crédit de l'Association internationale de développement (IDA), le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie (le "gouvernement") a l'intention d'obtenir un financement d'autres partenaires de développement, sous forme de prêts ou de dons, pour l'aider à financer le programme conformément au mémorandum d'accord conclu avec ces derniers et aux autres conditions énoncées dans les accords distincts conclus entre le gouvernement et chacun d'eux (les "accords avec les partenaires de développement").
2. **Compte du fonds commun du PDSA.** Le gouvernement ouvrira et tiendra à la Banque centrale ou dans une autre banque sélectionnée d'un commun accord entre le gouvernement et le FIDA un compte libellé en dollars des États-Unis aux fins de financer le sous-programme devant être réalisé dans la partie continentale du pays (le "compte du fonds commun du PDSA"). À compter de la date d'entrée en vigueur et pendant toute la période d'exécution du programme, le gouvernement pourra, sur la base de demandes préparées et soumises par lui et approuvées par l'institution coopérante, solliciter tous les trois mois, à l'avance, des retraits sur le compte du prêt. Le montant ainsi demandé ne devra pas dépasser le montant des dépenses prévues pour le trimestre considéré au programme de travail et budget annuel (PTBA) du sous-programme partie continentale devant être financé par le FIDA au moyen du prêt. Les montants provenant du prêt et ainsi prélevés sur le compte du fonds commun du PDSA seront utilisés conformément au PTBA et ledit compte sera reconstitué sur présentation par le gouvernement de pièces justificatives complètes et notamment du rapport d'exécution des activités pendant le trimestre correspondant à l'avant-dernière avance trimestrielle que le FIDA aura versée par prélèvement sur le compte du fonds commun. Le gouvernement n'effectuera de paiement sur le compte du fonds commun ou n'utilisera les sommes prélevées sur ledit compte que pour la couverture de dépenses pouvant être ainsi financées. L'organisme d'exécution chef de file du sous-programme partie continentale gèrera le compte du fonds commun du PDSA conformément à l'Accord de prêt et, le cas échéant, aux mémorandums d'accord conclus avec les partenaires de développement.
3. **Compte spécial – sous-programme Zanzibar.** Le gouvernement ouvrira et tiendra à la Banque centrale ou dans une autre banque sélectionnée d'un commun accord entre le gouvernement et le FIDA un compte spécial libellé en dollars des États-Unis en vue de financer le sous-programme Zanzibar. L'organisme d'exécution chef de file du sous-programme Zanzibar, agissant au nom du gouvernement, sera pleinement habilité à gérer ledit compte spécial.
4. **Programmes de travail et budgets annuels.** Les équipes de facilitation des services agricoles pour le sous-programme partie continentale et le sous-programme Zanzibar prépareront chacune pour chaque année d'exécution du programme un projet de PTBA du sous-programme considéré. Chaque projet de PTBA comprendra, entre autres, une description détaillée des activités prévues pour l'année à venir ainsi que des sources et utilisations des fonds établie sur la base des programmes de travail et budgets élaborés par chaque ministère chef de file dans le secteur agricole (dans le cas du sous-programme partie continentale seulement) et par chaque district participant au sous-programme considéré.
5. Le gouvernement fera en sorte que le produit du crédit de l'IDA et le financement fourni par les autres partenaires de développement soient mis à la disposition des ministères chefs de file dans le secteur agricole pour l'exécution du sous-programme partie continentale conformément aux PTBA respectifs élaborés pour ledit sous-programme.

6. Dès que possible mais en tout état de cause au plus tard 180 jours après la date d'entrée en vigueur, les ministères chefs de file dans le secteur agricole, pour le sous-programme partie continentale, et l'organisme d'exécution chef de file, pour le sous-programme Zanzibar, renforceront leurs systèmes existants de gestion de l'information pour en assurer le bon fonctionnement et pouvoir ainsi suivre continuellement l'exécution du programme.

7. **Cas supplémentaires de suspension.** Les cas ci-après sont spécifiés comme cas supplémentaires de suspension.

- a) Le FIDA pourra suspendre le droit du gouvernement d'effectuer des retraits sur le compte du prêt si:
 - i) Après la date d'entrée en vigueur, l'accord avec l'IDA et/ou l'accord avec tout autre partenaire de développement n'a pas pris pleinement effet à la date ou aux dates qui y sont spécifiées ou à toute autre date ultérieure fixée par l'IDA et/ou ces autres partenaires de développement et que d'autres fonds n'ont pas été mis à la disposition du gouvernement à des conditions acceptables pour le FIDA.
 - ii) Le droit du gouvernement d'effectuer des retraits sur le produit du crédit de l'IDA et/ou de tout autre financement fourni par d'autres partenaires de développement a été suspendu ou annulé en tout ou en partie, ou si le crédit et/ou le financement fourni autrement que sous forme de don est devenu exigible avant la date d'échéance convenue ou encore s'il est survenu une éventualité qui, moyennant notification ou avec le passage du temps, pourrait avoir l'une quelconque des conséquences susmentionnées.
 - iii) L'orientation, le cadre général ou la nature du PDSA ont été modifiés de telle sorte que, de l'avis du FIDA, ce changement risque d'affecter la réalisation des buts et des objectifs du programme ou le respect des conditions du présent accord.
 - iv) L'un ou l'autre des plans d'exécution du programme, ou les deux, ou l'une quelconque de leurs dispositions, ont fait l'objet d'une dérogation ou ont été suspendus, résiliés, amendés ou modifiés sans le consentement préalable du FIDA et si ce dernier considère que cela a compromis ou risque de compromettre sérieusement l'exécution du programme.
- b) Le FIDA suspendra en tout ou en partie le droit du gouvernement de demander des retraits sur le compte du prêt si le rapport d'audit concernant le sous-programme partie continentale ou le sous-programme Zanzibar, ou les deux, n'ont pas été établis dans des conditions satisfaisantes dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice.

8. **Mémoires d'accord avec les districts.** Avant de pouvoir participer au programme, chaque district sélectionné remplissant les conditions requises devra conclure avec l'organisme d'exécution chef de file du sous-programme correspondant un mémorandum d'accord dans lequel il prendra l'engagement de promouvoir la réalisation des buts et des objectifs du programme et, en conséquence, de l'exécuter conformément à l'Accord de prêt et au mémorandum d'accord conclu. Entre autres choses, chaque mémorandum d'accord spécifiera:

- a) le mécanisme d'acheminement des fonds et le système de contrôles, les rapports à présenter sur les opérations financières et l'exécution des activités et des autres obligations énoncées dans l'Accord de prêt, le mémorandum d'accord conclu avec les partenaires de développement et le plan d'exécution du programme correspondant;

- b) que le district participant établira un système de gestion de l'information ou développera son système existant de manière à englober les activités prévues au programme; et
- c) la nature de l'appui à fournir au programme, les obligations des autorités locales, les apports à fournir et le calendrier d'exécution de ces engagements mutuels. Le mémorandum d'accord indiquera également l'assistance à apporter en vue de la planification et de la mise en œuvre des réformes des services de vulgarisation au niveau des districts ainsi que les dispositions les mieux appropriées à prendre au plan local pour l'affectation du personnel de vulgarisation.
9. **Gestion des parasites.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, comme requis par la section 7.15 des *Conditions générales applicables au financement du développement agricole*, les parties au programme suivront des politiques appropriées de gestion des parasites et, à cette fin, veilleront à ce que les pesticides fournis dans le cadre du programme ne comprennent aucun pesticide, soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la *Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997* de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants.
10. **Suivi.** Le gouvernement et le FIDA veilleront à ce que les systèmes de suivi et d'évaluation du programme comprennent, entre autres, les indicateurs-cadres du système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA, que le Fonds communiquera au gouvernement.
11. **Bilan à mi-parcours.** Le bilan à mi-parcours portera également sur le fonctionnement des équipes de facilitation des services agricoles constituées dans le cadre de la composante partie continentale et de la composante Zanzibar et, le cas échéant, il sera formulé des recommandations en vue d'en réviser la composition, les attributions, etc. Il est entendu pour les parties que cela pourra exiger une modification des documents relatifs au prêt.
12. **Engagement des prestataires de services et des prestataires de services agricoles.** Tous les prestataires de services engagés dans le cadre du programme le seront sur la base de qualifications, de mandats et de conditions d'emploi jugées satisfaisantes par le FIDA et par l'institution coopérante.
13. **Assurance du personnel du programme.** Le gouvernement assurera les principaux membres du personnel du programme contre les risques de maladie et d'accident conformément aux pratiques usuelles applicables à la fonction publique nationale.
14. **Ciblage par sexe.** Le programme visera à garantir l'égalité entre les sexes dans toutes les opérations. À cette fin, le gouvernement devra, conformément aux critères de ciblage du programme, veiller à ce que les équipes d'exécution, comités, organisations d'agriculteurs et programmes de formation appuyés par programme comportent au moins 40% de femmes.
15. **Restructuration des institutions.** Le gouvernement devra achever dans les 18 mois suivant la date d'entrée en vigueur l'application des dernières mesures requises pour l'intégration des services de recherche agricole à un contexte de systèmes d'agriculture mixte et le transfert aux administrations locales de la plupart des attributions concernant les services de vulgarisation dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage.
16. **Cofinancement par l'IDA.** Dans les 18 mois suivant l'entrée en vigueur, le gouvernement devra avoir dûment conclu un accord avec l'IDA et en avoir communiqué au FIDA copie dûment certifiée par un fonctionnaire habilité du gouvernement, et la signature et l'exécution dudit accord par le gouvernement devront avoir été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les

procédures administratives et gouvernementales applicables. En outre, toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord avec l'IDA (autres que l'entrée en vigueur des documents relatifs au prêt) devront avoir été réunies.

17. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- a) le comité de pilotage du programme a été dûment constitué;
- b) les équipes de facilitation des services agricoles opérant dans le cadre de la composante partie continentale et de la composante Zanzibar ont été établies et ont reçu une dotation en personnel;
- c) les plans d'exécution du sous-programme partie continentale et du sous-programme Zanzibar, y compris notamment les mécanismes de ciblage, ont été élaborés par le gouvernement, approuvés par le FIDA et adoptés sous la forme ainsi approuvée;
- d) le gouvernement a ouvert le compte du fonds commun du PDSA;
- e) le gouvernement a dûment ouvert ou fait ouvrir le compte spécial et le compte du sous-programme Zanzibar;
- f) le gouvernement a mis la première tranche de sa contribution budgétaire au programme à la disposition des ministères chefs de file dans le secteur agricole et de l'organisme d'exécution chef de file du sous-programme Zanzibar;
- g) Les PTBA pour la première année d'exécution du programme ont été élaborés et présentés au FIDA et à l'institution coopérante pour examen et approbation;
- h) le vérificateur des comptes du programme a été dûment nommé;
- i) la matrice, les procédures et les méthodes de sélection des districts admis à participer aux deux sous-programmes ont été approuvées par le FIDA;
- j) l'Accord de prêt a été dûment signé et sa signature et son exécution par le gouvernement ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures administratives et gouvernementales applicables;
- k) le mémorandum d'accord avec les partenaires de développement a été dûment signé par le gouvernement et par le FIDA au minimum, sa signature et son exécution par le gouvernement ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures administratives et gouvernementales applicables, et son exécution par les autres parties, hormis le FIDA, a été dûment autorisée ou ratifiée conformément à toutes les procédures statutaires et à toutes les procédures administratives applicables. En outre, toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur dudit mémorandum (autres que l'entrée en vigueur des documents relatifs au prêt) ont été réunies; et
- l) un avis juridique favorable, acceptable tant en la forme que sur le fond, a été remis par le gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

TANZANIA

Land area (km² thousand), 2001 1/	884	GNI per capita (USD), 2001 1/	270
Total population (million), 2001 1/	34.45	GDP per capita growth (annual %), 2000 1/	3.4
Population density (people per km²), 2001 1/	39	Inflation, consumer prices (annual %), 2001 1/	5
Local currency	Tanzanian Shilling (TZS)	Exchange rate: USD 1.0 =	TZS 1 105
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate), 1995-2001 1/	2.5	GDP (USD million), 2001 1/	9 341
Crude birth rate (per thousand people), 2001 1/	39	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1981-1991	n.a.
Crude death rate (per thousand people), 2001 1/	18	1991-2001	3.4
Infant mortality rate (per thousand live births), 2001 1/	104	Sectoral distribution of GDP, 2001 1/	
Life expectancy at birth (years), 2001 1/	44	% agriculture	45
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	16
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	7
Total labour force (million), 2001 1/	17.73	% services	39
Female labour force as % of total, 2001 1/	49	Consumption, 2001 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	6
School enrolment, primary (% gross), 2001 1/	63 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	86
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2001 1/	24	Gross domestic savings (as % of GDP)	8
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	2 360	Merchandise exports, 2001 1/	780
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2001 3/	44 a/	Merchandise imports, 2001 1/	1 660
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2001 3/	29 a/	Balance of merchandise trade	-880
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP), 2001 1/	6 a/	before official transfers, 2001 1/	-887
Physicians (per thousand people), 1999 1/	n/a	after official transfers, 2001 1/	-298
Population using improved water sources (%), 2001 3/	68	Foreign direct investment, net 2001 1/	193 a/
Population with access to essential drugs (%), 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%), 2001 3/	90	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP), 2001 1/	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP), 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports), 2001 1/	16 a/	Total external debt (USD million), 2000 1/	6 676
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 2000 1/	56	Present value of debt (as % of GNI), 2000 1/	15
Food production index (1989-91=100), 2001 1/	104	Total debt service (% of exports of goods and services), 2000 1/	10
Cereal yield (kg per ha), 2001 1/	1 525	Lending interest rate (%), 2001 1/	20
Land Use		Deposit interest rate (%), 2001 1/	5
Arable land as % of land area, 2000 1/	5		
Forest area as % of total land area, 2000 1/	44		
Irrigated land as % of cropland, 2000 1/	3		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2003.

2/ United Nations Development Programme (UNDP), *Human Development Report*, 2000.

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003.

PREVIOUS IFAD FINANCING IN TANZANIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Amount Approved
Mwanza/Shinyanga Rural Development Project	World Bank: IBRD	World Bank: IDA	HC	13 Apr 78	28 Feb 79	31 Dec 84	L-I-2-TAN	USD 12 000 000
Southern Highlands Smallholder Food Crop Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Sep 85	03 Aug 87	31 Dec 93	L-I-176-TZ	SDR 14 500 000
Smallholder Support Project in Zanzibar	IFAD	World Bank: IDA	HC	13 Sep 89	07 Mar 91	31 Dec 97	L-I-242-TZ	SDR 8 150 000
Southern Highlands Extension and Rural Financial Services Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	06 Apr 93	30 Jun 93	30 Sep 00	L-I-324-TZ	SDR 11 500 000
Smallholder Development Project for Marginal Areas	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 89	05 Oct 90	31 Dec 97	G-S-20-TZ L-S-24-TZ	SDR 650 000 SDR 11 450 000
Mara Region Farmers' Initiative Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	25 Jun 96	30 Jun 03	L-I-400-TZ	SDR 9 650 000
Agricultural and Environmental Management Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 96	10 Sep 97	31 Dec 03	L-I-433-TZ	SDR 10 300 000
Participatory Irrigation Development Programme	IFAD	UNOPS	HC	08 Sep 99	18 Feb 00	30 Sep 06	L-I-511-TZ	SDR 12 550 000
Rural Financial Services Programme	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 00	12 Oct 01	30 Jun 11	L-I-550-TZ	SDR 12 800 000
Agricultural Marketing Systems Development Programme	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 01	04 Oct 02	30 Jun 10	L-I-575-TZ	SDR 12 950 000

HC: Highly concessional

IBRD: International Bank for Reconstruction and Development (World Bank Group)

IDA: International Development Association (World Bank Group)

LOGICAL FRAMEWORK

Mainland

Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Programme Goal</p> <p>Poverty reduction (PRSP goal)</p> <p>Greater productivity, profitability and farm incomes (ASDP PDO) from increased investment in agriculture (through greater private-sector involvement and improved public service delivery)</p>	<p>Impact (third-level indicators)</p> <p>Number of those living below the poverty line decreases from 48% to 24% by 2010</p> <p>Agricultural GDP growth increases from 3.6% to 5% p.a. by 2007</p> <p>25% of targeted farming households show improvement in productive assets ownership index by 2010</p> <p>Child malnutrition (weight-for-age) reduced in 25% of targeted farming households by 2010</p>	<p>National statistics</p> <p>RDS surveys supported by ASSP</p>	<p>Political will for progressive devolution and commercialization continues, and is translated into policy reforms</p> <p>Macroeconomic factors and conditions remain stable and liberal</p>
<p>Programme purpose (or development objective) comprising two strategic objectives:</p> <p>1. Targeted farmers (including the rural poor and women) have better access to, and use of, agricultural knowledge and technologies responsive to their needs thanks to sustained partnerships with service providers. This contributes to their household food sufficiency and cash income adequacy and hence their livelihoods</p>	<p>Outcomes (second-level or headline indicators)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 30% of 1.5 million assisted farmer group members, representing approximately 575 000 households, judge improved services as contributing to their family food sufficiency and cash income adequacy by PY 3 and 70% by PY 7 2. 25 % of assisted farmers show sustained use over more than 2 years of one or more relevant technologies, practices and products of knowledge by PY 3 and 75% by PY 7 3. 25% of group members fall within specific categories of disadvantaged, including food-insecure households, women-headed, orphan-headed and HIV/AIDS-affected households, and unemployed youth, the elderly or disabled 	<p>Surveys and participatory evaluations conducted under RDS and PO-RALG supported where required by ASSP and contracted national consultants, firms or institutions</p>	<p>Input supply, marketing systems and credit availability respond to higher effective farmer demand</p> <p>Other investments under ASDP (from other task forces) support ASSP's objectives</p>
<p>Strategic objective (or component) A.1</p> <p>Farmer Empowerment (demand)</p> <p>Client capacity is improved to articulate demand, contract agricultural services and form partnerships with ASPs</p>	<p>Outcomes (second-level or headline indicators)</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Groups and private ASPs access 25% of total ASSP funds through grant mechanisms/service contracts by PY 3; and 50% by PY 7 5. 50% of groups and forums have bank accounts with deposits equal to TZS 10 000 per member by PY 3; and 75% by PY 7 6. 50% of existing groups, plus four new groups per ward per 	<p>Ditto</p>	<p>Ditto</p>

Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
	year are listed at the district, and the number of farmers represented by networks or groups doubles by PY 3; and 75% of all participating farmers are represented in recognized groups by PY 7		
Outputs: Component A.1, Farmer Empowerment – Farmers’ knowledge and organization	First-level results Proportion of target group participating in viable groups doubles by end of Phase 1, from present estimated 15-20% (to be confirmed by baseline studies)	Baseline studies, PO-RALG M&E system reports	Farming and fishing are profitable
– Farmers’ institutional and financial empowerment	Proportion of sustainable, registered and financially active groups doubles by the end of Phase 1	Stakeholder forum reports, LGA/RDS surveys, farm case studies	Ditto
Activities: Component A.1, Farmer Empowerment	Enable the delivery of appropriate advice and information to differentiated categories of farmers cost-effectively		
Strategic objective (or component) B.2. Provision of Agricultural Services (supply) Improved sector-service delivery from both reformed public providers and private/NGO providers is achieved	Outcomes (second-level or headline indicators) 7. The proportion of all services in participating districts delivered by NGOs and private service providers rises from existing levels by 25% by PY 3; and 50% by PY 7 8. 50% of all district and zonal service contracts and agreements executed in first three years are rated as satisfactorily completed by clients and 80% by PY 7 9. The proportion of farmers in participating districts that rate advisory services as improving rises from 10% to 25% by PY 3; and to 50% by PY 7 10. All zonal agricultural research and development institutes (ZARDIs) have institutionalized client-oriented management and development approaches (CORDEMAS) and established zonal agricultural research and development funds (ZARDEFs) by PY 7	National survey of agriculture and district diagnostic assessment. Completion reports will assess contract completion, relevance and responsiveness to farmer needs	New policies eliminate conflicts & unfair competition between private and public services Input supply, marketing systems & credit availability respond to higher effective farmer demand Other investments under ASDP support ASSP’s objectives
Outputs: Component B.2, Provision of Agricultural Services	First-level results Value of services delivered through NGOs and private service providers rises by 25% by 2008; 50% of service contracts satisfactorily completed by 2007, and 80% by 2009; 75% of disseminated technologies adopted for more than one season	Baseline studies, PO-RALG M&E system reports	Contract mechanism and contract rates for ASPs are efficient and profitable. Farmers engage with

Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
			ASPs
– Institutional reform	First-level results Reform strategy for farmer-driven agricultural service provision prepared by end-2005, agreed with Government by mid-2006, and recommendations effective by end-2006	Publication of strategy; annual research/extension review; district reports	Political will for progressive devolution and commercialization continues, and is translated into policy reforms
– Public sector reorientation and capacity building	First-level results National-level core team in place by end-PY 3, training curricula rise by 50%, and number of courses for targeted groups and ASPs rises to meet demand. All ZRELUs and relevant ministries have Internet connection and mobile telephones. Favourable farmer group evaluations of reoriented ASPs	Appointment contracts Reports from training institutes and zones District annual reports	All relevant ministries support reorientation reform Clients become more and more critically appreciative
– Private service provider support	First-level results Registry and guidelines for ASPs in place by end-PY 1 No. of courses for targeted groups and ASPs doubles each year 25% of public sector staff opt for private sector by PY 2 At least five contracts for assistance per participating district per year	Publications MAFS/MANREC records District records	programme steering committee approval. Sufficient availability of ASPs Favourable business environment for ASPs Conflict of interest with district teams as fund managers and ASPs avoided
– Service provision	First-level results ZARDEFs operational with 75% of research budget by 2008, plus 75% endorsement by farmers Number of funded farmer groups doubles each year	Research funds reports District M&E database	Farmers engage with ASPs
Activities: Component B.2, Provision of Agricultural Services	Deliver appropriate technologies, practices, advice and information in sufficient quantities and range to meet identified farmers' needs		
Strategic objective (or component) C.3 Programme Management	Outcomes (second-level or headline indicators) Outputs from each component are reported on time and	Funding statements Programme M&E Progress reports	

Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
Provide mechanisms to ensure sound coordination and quality control	disbursement targets are met		
– Management and coordination	First-level results Appropriate institutional structures and capacity to operate ASSP effectively developed at all levels, e.g. ASSP Board established and functioning, ASSP HQ/Executive fully staffed, ASSP structures/ procedures compliant with Local Government Act and regulations	ASSP progress reports Budget estimates	Local government capacity, particularly at district level, continues to be strengthened by LGA district development programmes and projects
– Service and contract quality control	First-level results Quality of services in legal, governance, participatory, technical, environmental terms assured, e.g. speed of contract processing meets targets, <20% of contracts cancelled or uncompleted, 90% of discovered frauds are pursued legally/reprimanded. Targeting of special groups also addressed: poverty, gender, HIV/AIDS, and 25% of group members fall within them	District M&E Court cases Beneficiary assessments, group records	Legal and supervisory processes facilitate service quality delivery
Planning and monitoring and evaluation	First-level results Participatory M&E system effective based on group, sub-project, service contract level recording, compliant with LGRP system, with feed-back adjustment to ASSP workplan at the national, zonal and local levels. Beneficiary groups monitor and evaluate own progress against self-developed criteria, and use lessons learned	ASSP records Annual review Beneficiary case studies	
Activities Component C.3, Programme Management	Develop training programmes for institutional strengthening and capacity building at the group, village, ward and district levels. Develop organizational structure, recruit and appoint staff. Develop management system with dynamic and participatory M&E control closely linked with district administration and stakeholder and farmer forums		

Zanzibar

Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Programme goal</p> <p>Poverty reduction (PRSP Goal)</p> <p>Greater productivity, profitability and farm incomes (ASDP PDO) from increased investment in agriculture (through greater private-sector involvement and improved public-service delivery)</p>	<p>Impact (third-level indicators)</p> <p>Number of those living below the poverty line decreases from 48% to 24% by 2010</p> <p>Agricultural GDP growth increases from 3.6% to 5% p.a. by 2007</p> <p>25% of targeted farming households show improvement in productive assets ownership index by 2010</p> <p>Child malnutrition (weight for age) reduced in 25% of targeted farming households by 2010</p>	<p>National statistics</p> <p>RDS surveys supported by ASSP</p>	<p>Political will for progressive devolution and commercialization continues, and is translated into policy reforms</p> <p>Macroeconomic factors and conditions remain stable and liberal</p>
<p>Programme purpose (or development objective) comprising two strategic objectives:</p> <p>1. Targeted farmers (including the rural poor and women) have better access to, and use of, agricultural knowledge and technologies responsive to their needs thanks to sustained partnerships with service providers. This contributes to their household food sufficiency and cash income adequacy and hence their livelihoods</p>	<p>Outcomes (second-level or headline indicators)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 30% of about 600 000 assisted farmer group members, representing approximately 110 000 households in Zanzibar's nine rural districts, judge improved services as contributing to their family food sufficiency and cash income adequacy by PY 3 and 70% by PY 7 2. 25% of assisted farmers show sustained use over more than 2 years of one or more relevant technologies, practices and products of knowledge by PY 3 and 75% by PY 7 3. 25% of group members fall within specific categories of disadvantaged, including food-insecure households, women-headed, orphan-headed and HIV/AIDS-affected households, and unemployed youth, the elderly or disabled 	<p>Surveys and participatory evaluations conducted under RDS and RALG supported where required by ASSP and contracted national consultants, firms or institutions</p>	<p>Input supply, marketing systems and credit availability respond to higher effective farmer demand</p> <p>Other investments under ASDP (from other task forces) support ASSP's objectives</p>
<p>Strategic objective (or component)</p> <p>A.1 Farmer Empowerment (demand)</p> <p>Client capacity is improved to articulate demand, contract agricultural services and form partnerships with ASPs</p>	<p>Outcomes (second-level or headline indicators)</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Groups and private ASPs access 25% of total ASSP funds through grant mechanisms/service contracts by PY 3; and 50% by PY 7 5. 50% of groups and forums have bank accounts with deposits equal to TZS 10 000 per member by PY 3; and 75% by PY 7 6. 50% of existing groups plus four new groups per ward per year are listed at the district, and the number of farmers represented by networks or groups doubles by PY 3; and 75% of all participating farmers are represented in recognized groups by PY 7 	<p>Ditto</p>	<p>Ditto</p>

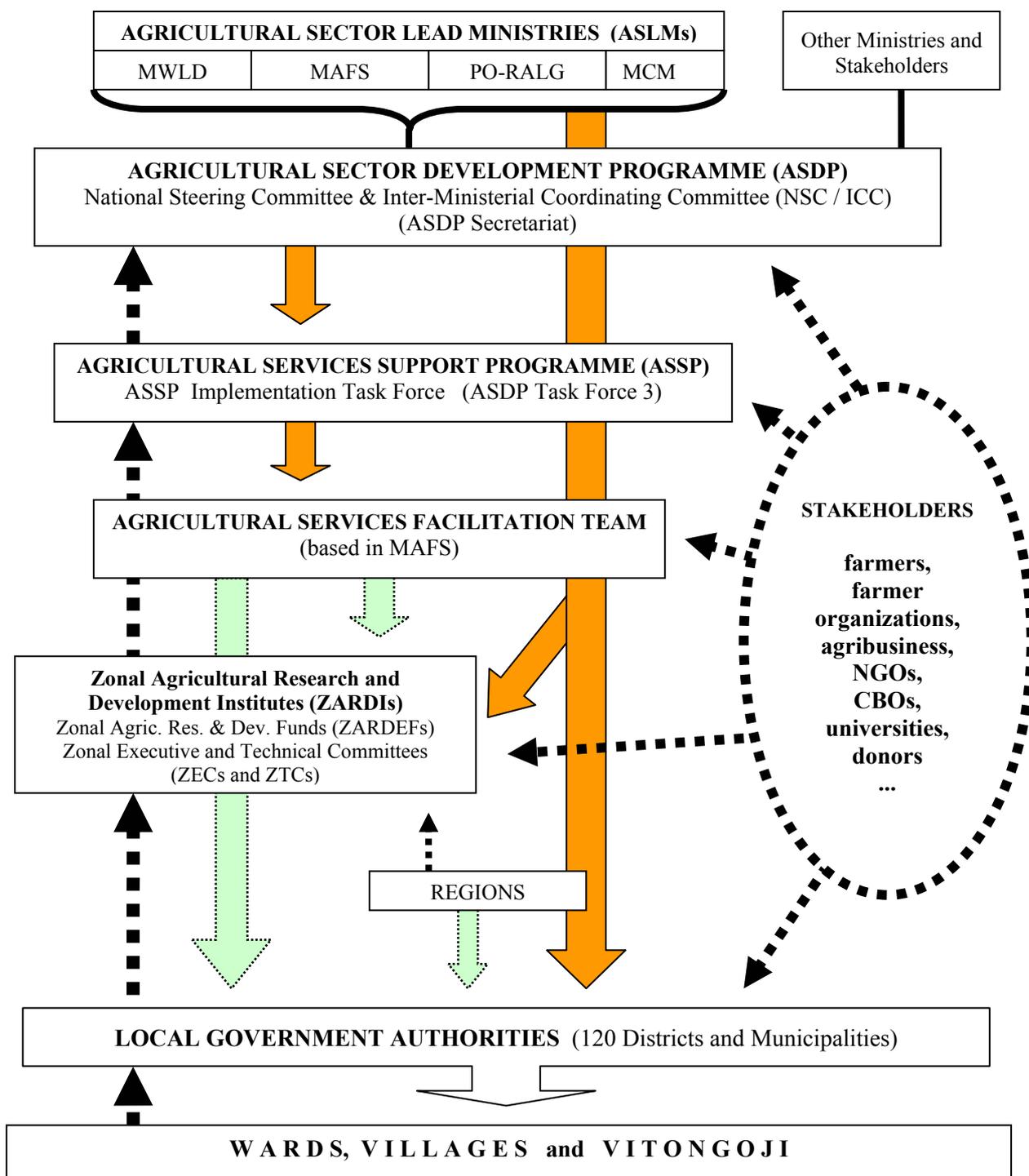
Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
Outputs: Component A.1, Farmer Empowerment Farmers' knowledge and organization	First-level results Proportion of target group participating in viable groups doubles by end of Phase 1, from present estimated 15-20% (to be confirmed by baseline studies)	Baseline studies, RALG M&E system reports	Farming and fishing are profitable
– Farmers' institutional and financial empowerment	Proportion of sustainable, registered and financially active groups doubles by the end of Phase 1	Stakeholder forum reports, LGA/RDS surveys, farm case studies	Ditto
Activities: Component A.1, Farmer empowerment	Enable the delivery of appropriate advice and information to differentiated categories of farmers cost-effectively		
Strategic objective (or component) B.2 Provision of Agricultural Services (supply) Improved sector-service delivery from both reformed public providers and private/NGO providers is achieved	Outcomes (second-level or headline indicators) 7. The proportion of all services in participating districts delivered by NGO and private service providers rises from existing levels by 25% by PY 3; and 50% by PY 7 8. 50% of all district and all zonal service contracts and agreements executed in first three years are rated as satisfactorily completed by clients and 80% by PY 7 9. The proportion of farmers in participating districts that rate advisory services as improving rises from 10% to 25% by PY 3; and to 50% by PY 7 10. All ZARDIs have institutionalized CORDEMA and established ZARDEFS by PY 7	National survey of agriculture and district diagnostic assessment. Completion reports will assess contract completion, relevance and responsiveness to farmer needs.	New policies eliminate conflicts & unfair competition between private and public services Input supply, marketing systems & credit availability respond to higher effective farmer demand Other investments under ASDP support ASSP's objectives
Outputs: Component B.2, Provision of Agricultural services	First-level results Value of services delivered through NGOs and private service providers rises by 25% by 2008; 50% of service contracts satisfactorily completed by 2007, and 80% by 2009; 75% of disseminated technologies adopted for more than one season	Baseline studies, RALG M&E system reports	Contract mechanism and contract rates for ASPs are efficient and profitable. Farmers engage with ASPs
– Institutional reform	First-level results Reform strategy for farmer-driven agricultural service provision prepared by end-2005, agreed with Government by mid-2006, and recommendations effective by end-2006.	Publication of strategy; Annual research/extension review; district reports	Political will for progressive devolution and commercialization continues, and is translated into policy reforms
– Public-sector reorientation and capacity building	First-level results National-level core team in place by end-PY 3, training curricula rise by 50%, and number of courses for targeted groups and ASPs rises to meet demand. All ZRELUs and relevant ministries have Internet	Appointment contracts Reports from training institutes and zones District annual reports	All relevant ministries support reorientation reform Clients become more and

Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
	connection and mobile telephones. Favourable farmer group evaluations of reoriented ASPs		more critically appreciative
– Private service-provider support	First-level results Registry and guidelines for ASPs in place by end-PY 1 No. of courses for targeted groups & ASPs doubles each year 25% of public sector staff opt for private sector by PY 2 At least five contracts for assistance per participating district per year	Publications MANREC records District records	programme steering committee approval. Sufficient availability of ASPs Favourable business environment for ASPs Conflict of interest with district teams as fund managers and ASPs avoided
– Service provision	First-level results ZARDEFs operational with 75% of research budget by 2008, plus 75% endorsement by farmers Number of funded farmer groups doubles each year	Research funds reports District M&E database	Farmers engage with ASPs
Activities: Component B.2, Provision of Agricultural Services	Deliver appropriate technologies, practices, advice and information in sufficient quantities and range to meet identified farmers' needs		
Strategic objective (or component) C.3 Programme Management Provide mechanisms to ensure sound coordination and quality control	Outcomes (second-level or headline indicators) Outputs from each component are reported on time and disbursement targets are met	Funding statements Programme M&E Progress reports	
– Management and coordination	First-level results Appropriate institutional structures and capacity to operate ASSP effectively developed at all levels, e.g. ASSP Board established and functioning, ASSP HQ/Executive fully staffed, ASSP structures/ procedures compliant with Local Government Act & regulations	ASSP progress reports Budget estimates	Local government capacity, particularly at the district level, continues to be strengthened by LGA district development programmes and projects
– Service and contract quality control	First-level results Quality of services in legal, governance, participatory, technical, environmental terms assured, e.g. speed of contract processing meets targets, <20% of contracts cancelled or uncompleted, 90% of discovered frauds are pursued legally/reprimanded. Targeting of special groups also addressed: poverty, gender, HIV/AIDS, and 25% of group members fall within them	District M&E Court cases Beneficiary assessments, group records	Legal and supervisory processes facilitate service quality delivery

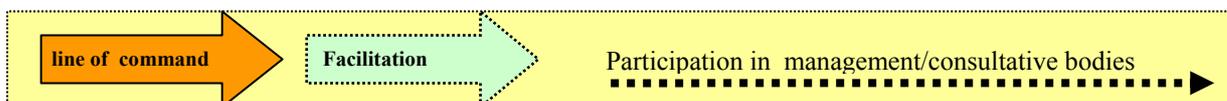
Narrative	Indicators	Means of Verification	Assumptions
– Planning and monitoring and evaluation	First-level results Participatory M&E system effective based on group, sub-project, service contract level recording, compliant with LGRP system, with feed-back adjustment to ASSP workplan at the national, zonal and local levels. Beneficiary groups monitor and evaluate own progress against self-developed criteria, and use lessons learned	ASSP records Annual review Beneficiary case studies	
Activities: Component C.3, Programme Management	Develop training programmes for institutional strengthening and capacity building at the group, village, ward and district levels. Develop organizational structure, recruit and appoint staff. Develop management system with dynamic and participatory M&E control closely linked with district administration and stakeholder and farmer forums		

ORGANIGRAMMES

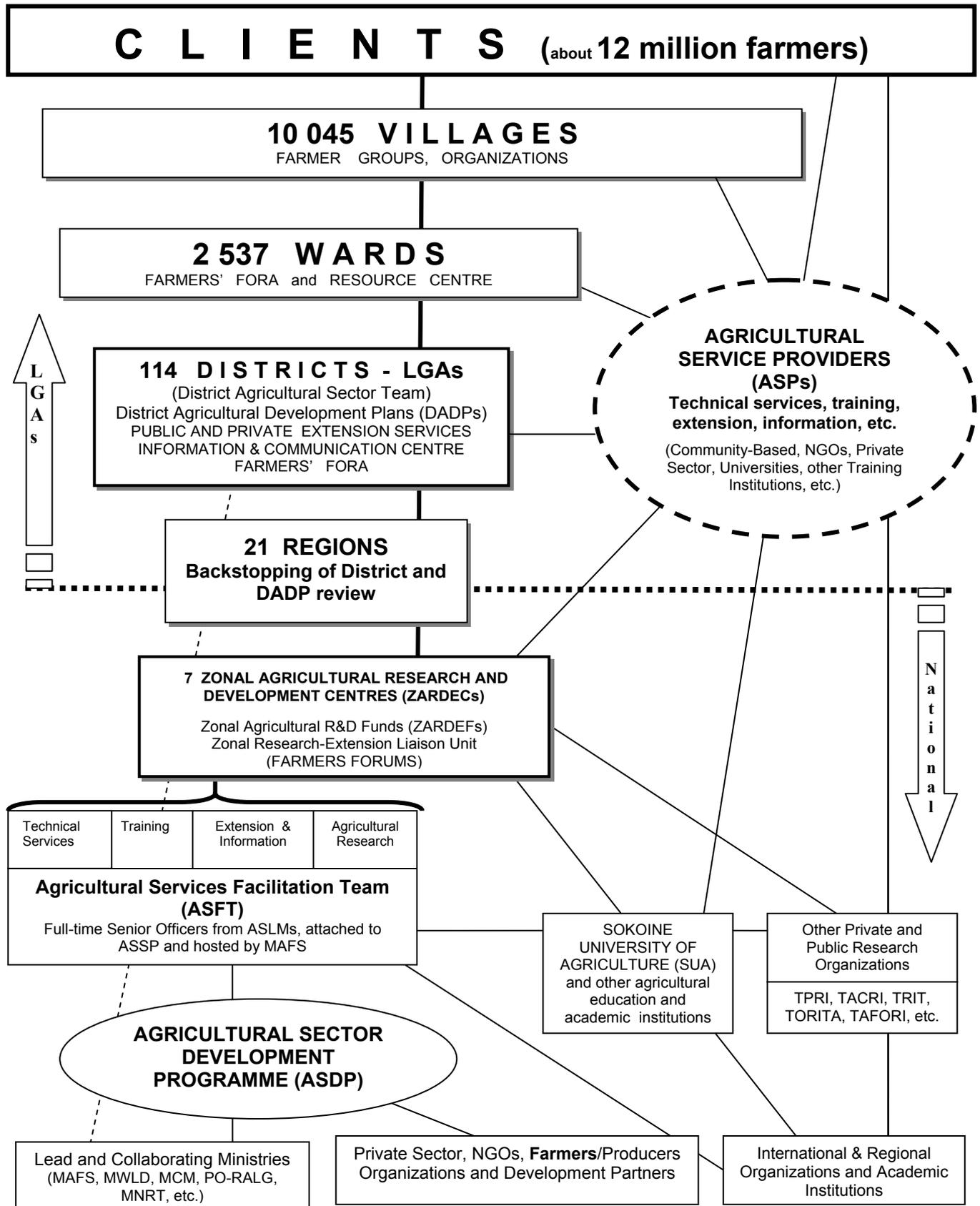
Mainland Programme Management – Overview of Phase 1



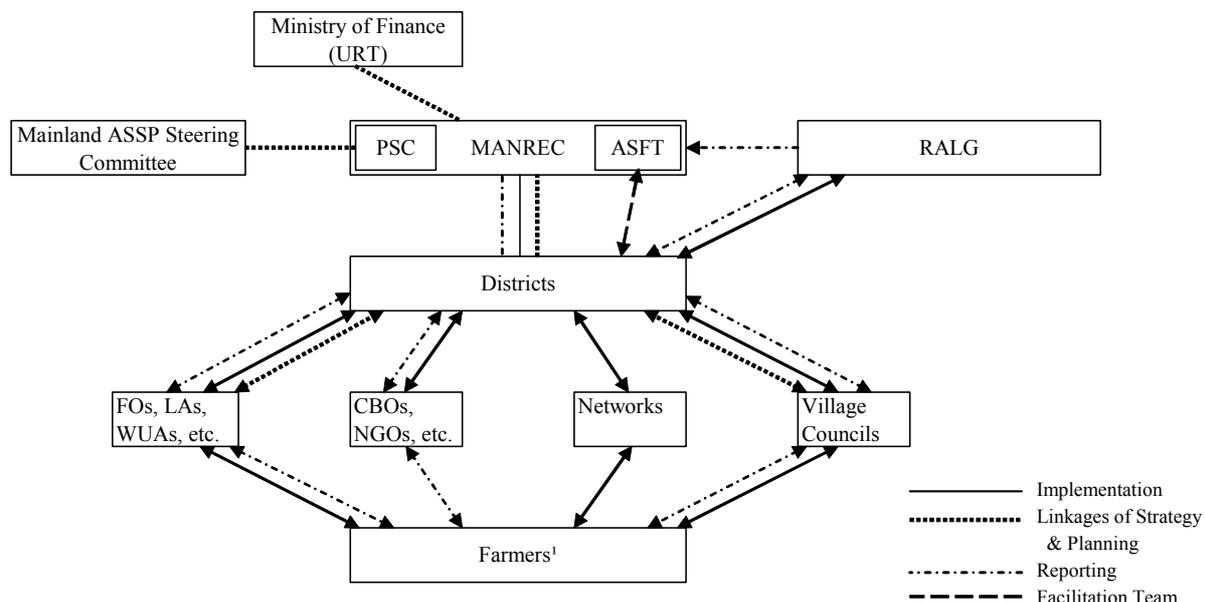
Legend:



Mainland – Proposed Agricultural Services Framework



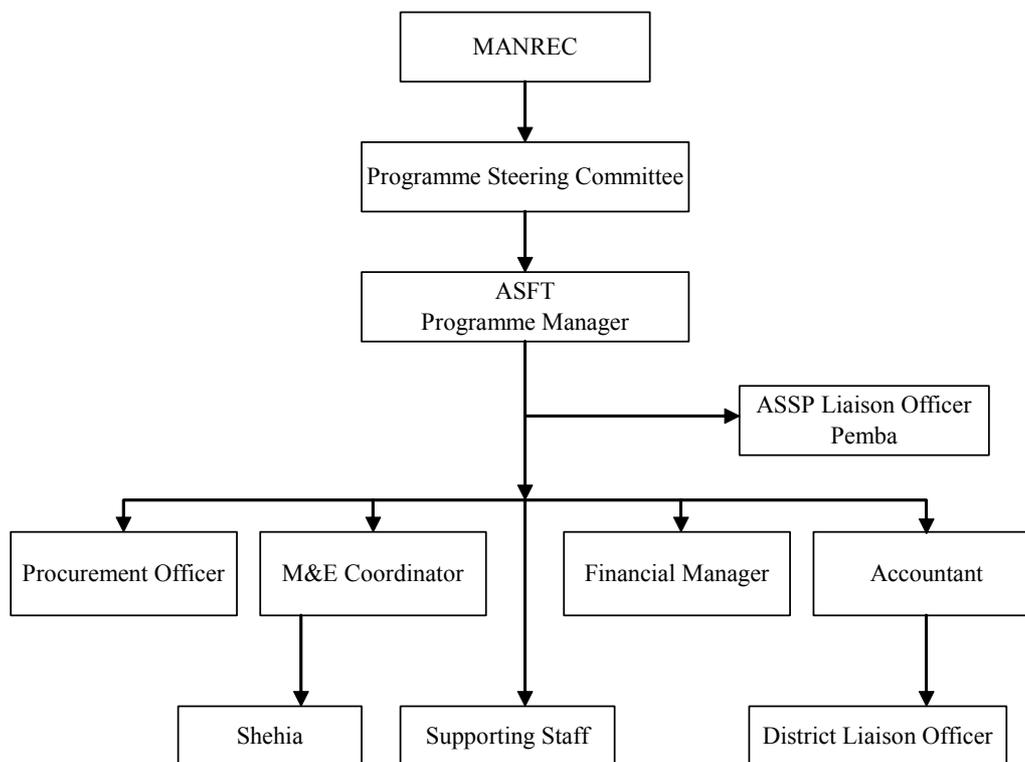
Zanzibar – Programme Management and Implementation Structure



1. Rural Poor, Marginalised, Youth, Women

- | | | | |
|--------|--|------|--|
| ASFT | Agricultural Services Facilitation Team | MOF | Ministry of Finance |
| ASSP | Agricultural Services Support Programme | NGOs | Non-Governmental Organizations |
| CBOs | Community Based Organization | PSC | Programme Steering Committee |
| FOs | Farmer Organisations | RALG | Regional Administration and Local Government |
| LAs | Livestock Associations | URT | United Republic of Tanzania |
| MANREC | Ministry of Agriculture, Natural Resources, Environment and Cooperatives | WUAs | Water User Associations |

ASSP Zanzibar Institutional Arrangements



POVERTY ERADICATION ACTIVITIES OF OTHER MAJOR DONORS

1. In terms of national coverage and volume of funding in the agricultural sector, the major player has been the World Bank. The latter has been providing more general economic support to mitigate the fall-out from the structural adjustment programme through the Tanzania Social Action Fund (TASAF), which has concentrated on providing grants and loans for economic activities to groups of disadvantaged people. Apart from this, its main interventions have been through:

- (a) the National Agricultural Extension Project, Second Phase – **NAEP II**. The project closed in 2003, having piloted the use of farmer groups, farmer motivators and farmer-field schools as components of a more effective, demand-led extension structure and system, but otherwise had little impact on services reform or on on-farm, wider impact beyond the direct participants;
- (b) the Tanzania Agricultural Research Project, Second Phase – **TARP II**. This project closed in June 2004, which to a degree moved forward the agenda of client-oriented research management (CORMA) and improved the dissemination of research findings. However, it did not turn these findings into practicable on-farm systems or transform the introspective, scientific ethos of the research establishment; and
- (c) the Participatory Agricultural Development and Empowerment Project – **PADEP** – which will eventually cover selected villages or wards in some 28 districts with investment funds following participatory diagnosis. Although this project can be considered a forerunner of ASSP, it will not focus on extension service reform or improvement.

2. The African Development Bank is the next largest donor to the United Republic of Tanzania and is now in the process of finalizing a new intervention under Task Force 1 – for investments – of ASDP. The emphasis will be on preparing and implementing DADPs, including support to farmer and community initiatives, farmer group capacity building, farmer-field school establishment and operation, rural infrastructure, microfinance and marketing, but again with substantive input to the strengthening and implicit expansion of the existing public-sector capacity and no specific focus on extension or research service reform. This programme will be typical of others where there is a degree of overlapping with the ASSP and where, therefore, the coverage and scope of operations will need to be tailored to fit farmer and district client needs.

3. Of the other multilateral agencies, the European Union (EU) has mainly provided technical assistance through FAO for the ASDP Secretariat; support from Stabex funds from commodity export value differentials for coffee and tea research; and some assistance for DADP preparation in selected districts in Dodoma Region. The EU is also involved with the Japanese International Cooperation Agency, which has also provided periodic support to the ASDP Secretariat, the Danish International Development Assistance (DANIDA) and possibly others, in additional studies designed to consolidate current investigations into the convergence or otherwise of individual donor implementation arrangements for investments related to DADPs and into the actual performance of DADP execution.

4. The implicit aim of this new study is the proposition of further joint donor support for DADP preparation and execution. It should be noted that, during appraisal field work, the chairperson of Task Force 1 revealed that in a sense, by January 2005, it would have a basket fund, since under the local government support project it had available unconditional grant funds for general support from a series of bilateral donors – including EU, The Netherlands, Ireland, DANIDA, Finnaid and Norad – that currently had ongoing or prospective integrated projects, including agriculture in some cases, in 33 districts.

APPENDIX V

5. While not a major donor, FAO has been instrumental in providing technical, supervisory and project planning support to a number of initiatives, including project formulation for agricultural investment under the New Partnership for African Development (NEPAD), and of the IFAD technical assistance grant for integrated pest management and farmer-field school development.

6. The Netherlands Government has been funding a district rural development programme, which is scheduled to close in June 2004 and has been assisting LGAs in 14 districts in the planning and execution of sustainable development processes, involving communities, community-based organizations, NGOs and private-sector consultants and contractors to identify, implement and evaluate development activities. While this programme has had a wider focus than just agriculture, it has tested and proved modalities of empowerment – and to some extent service reform – that can be adapted for the ASSP. The Government of The Netherlands has also been a major actor in the CORMA initiative for the research sector.

7. Through DANIDA, the Danish Government is implementing an agricultural sector programme support project in its second phase in seven regions. This project has been providing agricultural development support to LGAs in participatory planning and implementation of sub-projects; in private-sector agricultural support; in seed industry development; and in policy development work. The DCI which is a cofinancier with IFAD in the PIDP and AMSDP, is implementing a relevant intervention, the Eastern Zone Client-oriented Research and Extension Project, which has pioneered participatory planning and outsourcing methods for the provision of technical and advisory services that can be seen as a trail-blazing initiatives for the ASSP. DCI is interested in the financing of ASSP.

8. Apart from the above-mentioned donors, it is understood that the Government of Sweden supports a long-term district development programme in three Lake Basin districts, with a partnership/budget support approach to LGRP implementation; and that the Government of Belgium is preparing an agricultural sector assistance programme for Kigoma Region. It is believed that these donors and the Government of Germany, through the German Agency for Technical Assistance, may also be interested in contributing to the basket fund or otherwise assisting in the implementation of the ASSP.